



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires

OGGO • NUMÉRO 033 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 29 septembre 2016

—
Président

M. Tom Lukiwski

Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires

Le jeudi 29 septembre 2016

• (1255)

[Traduction]

Le président (M. Tom Lukiwski (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC)) : La séance est ouverte.

Collègues, mesdames et messieurs, bienvenue. Je vous remercie d'être ici aujourd'hui.

C'est ma première visite à Dryden, en Ontario, et je pense que ce l'est aussi pour plusieurs de mes collègues...

Mme Mary Aitken (présidente, Section locale Dryden, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, À titre personnel): Pourquoi?

Le président: Madame Aitken, nous n'avons aucune raison valable. Nous devons nous faire un devoir de revenir.

Évidemment, vous savez pourquoi vous êtes ici aujourd'hui. Comme vous le savez sans doute, l'Honorable Judy Foote, la ministre responsable de Postes Canada, a enclenché un processus de consultation très vaste et très complet sur le futur de Postes Canada. La première partie du processus de consultation visait à permettre à la ministre de mettre sur pied une équipe de travail de quatre personnes ayant comme mandat d'examiner la viabilité à long terme de Postes Canada. C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont déposé leur rapport à notre comité. Nous l'avons examiné et avons reçu les membres de l'équipe de travail dans un contexte très similaire à celui d'aujourd'hui.

La deuxième partie du processus de consultation est ce qui nous amène ici. La ministre a demandé au présent comité de parcourir le Canada pour parler aux personnes, aux organisations et aux municipalités qui sont concernées par Postes Canada et sur lesquelles l'avenir de Postes Canada aura des répercussions. Nous voulons entendre vos opinions sur ce que devrait être, selon vous, le futur de Postes Canada.

Le processus est assez simple. Nous demanderons à chacun d'entre vous de faire une courte présentation préliminaire, idéalement pas plus de cinq minutes. Une fois que nous aurons fait le tour, nous passerons à une ronde de questions au cours de laquelle mes collègues autour de la table auront l'occasion de vous poser des questions sur votre présentation.

Si vous avez des commentaires qui, selon vous, pourraient dépasser les cinq minutes, je vous propose d'essayer de les garder en réserve. Si on se fie aux expériences précédentes, la plupart des commentaires que vous aimeriez sans doute placer dans votre présentation préliminaire seront de toute façon abordés durant la période de questions. Vous aurez amplement l'occasion de développer vos idées à ce moment-là.

Après cette brève introduction, commençons immédiatement.

Le premier intervenant que j'ai sur ma liste pour une présentation préliminaire est M. Andrew Scribilo, président de la Chambre de commerce du district de Kenora.

Monsieur Scribilo, Andrew, — si je peux me permettre de vous appeler ainsi, après tout, nous avons été présentés — vous pouvez commencer. Vous avez cinq minutes.

• (1355)

M. Andrew Scribilo (président, Kenora & District Chamber of Commerce): Le rapport que j'ai déposé contient les réponses de notre communauté d'affaires aux questions.

À titre de président de la Chambre de commerce de Kenora, je siège également à la Chambre de commerce de l'Ontario. Nous sommes très présents dans tout le nord-ouest, non pas seulement dans cette région.

Nos impressions et nos réflexions sur Postes Canada? Nous aimerions qu'elle reste. Il y a différentes façons et méthodes, comme nous l'avons mentionné dans nos réponses, qui pourraient convenir au gouvernement fédéral.

Chez nous, à Kenora, nous avons la livraison à domicile, qui semble très bien fonctionner. Nous avons aussi des boîtes postales rurales et des comptoirs éloignés. Par exemple, Keewatin a un bureau de poste, une boîte postale et une livraison rurale — deux boîtes — à la campagne.

Pour ce qui est de Postes Canada, nous avons à Kenora un point de vente dans le Shoppers Drug Mart. Chez nous, je ne pense pas qu'il soit aussi utilisé qu'un bureau de poste normal, ouvert du lundi au vendredi. On y offre un service exceptionnel; vous pourrez le constater dans nos réponses. Nous sommes d'ailleurs très satisfaits. À la Chambre de commerce, nous utilisons beaucoup le service postal. La compagnie pour laquelle je travaille ne fait affaire qu'avec Postes Canada pour ses services postaux, avec les services de messagerie prioritaire et de courrier prioritaire.

Dans notre région urbaine de Kenora, il y a la livraison à domicile. C'est juste à proximité de notre bureau de poste principal. Cela semble très bien fonctionner. Il y a des sous-traitants qui livrent aux boîtes externes du bureau de poste — la région qui n'est pas urbaine, la campagne, qui représente une grande partie de notre communauté. Je dirais que cela fonctionne très bien.

J'ai lu certains de ces documents. Elle cherche des façons de réduire les coûts et cherche à trouver de nouveaux revenus. Nous pouvons en discuter. Nous pouvons parler de la livraison un jour sur deux, ou peu importe ce qu'elle envisage. Elle emploie un grand nombre de personnes de notre communauté. Un grand nombre de ces communautés ont été dévastées quand nous avons perdu plusieurs papeteries et les transports ferroviaires. Notre communauté a vraiment déperlé. De perdre d'autres employés, cette fois à Postes Canada, serait pratiquement un nouveau clou dans le cercueil. Nous sommes liés à toute la population locale et à toutes les entreprises locales.

Ce sont nos impressions dans la région quant à Postes Canada. Nous sommes satisfaits du service. Nous sommes aussi contents de constater quelles sont les options offertes pour aider à en faire quelque chose qui corresponde encore à ce que nous voulons qu'elle soit.

Merci.

• (1400)

Le président : Merci beaucoup.

Passons maintenant à M. Neegan. Vous avez cinq minutes. Merci.

M. David Neegan (propriétaire, Norwest Printing and Publishing Group): Je dois vous dire que Postes Canada m'a fait faire beaucoup d'insomnie l'été dernier. Cela s'explique par le fait que mon entreprise, Norwest Printing and Publishing Group, dépend énormément de Postes Canada. Lorsqu'il était question de grève et que les dates ne cessaient d'être reportées, cela a obligé mon entreprise à trouver d'autres moyens de faire parvenir nos factures et nos produits à nos clients. Nous recevons la majorité de nos revenus par l'entremise de Postes Canada puisque nos factures et nos chèques sont acheminés par la poste. Nous dépendons énormément de Postes Canada parce que c'est l'une des seules méthodes auxquelles nous avons accès à Dryden pour desservir nos clients.

Je ne veux pas dire que nous sommes différents. Ce que je veux dire c'est que, fondamentalement, si le syndicat et la société n'arrivent pas à régler leurs différends au cours de la prochaine année, nous trouverons des moyens autres que Postes Canada. Nous avons 40 employés à temps plein et à temps partiel en ce moment, et puisque nous sommes une nouvelle entreprise — nous venons de célébrer notre premier anniversaire — nous n'avons pas les mêmes ressources que d'autres entreprises qui sont établies depuis plus longtemps. Nous devons réagir plus rapidement. J'insiste sur ceci: nous trouverons des moyens autres que Postes Canada pour desservir nos clients si elle est incapable de régler les différends entre le syndicat et la société.

Par exemple, pour ce qui est des notes que je vous ai fournies, je possède en ce moment trois journaux communautaires: un à Dryden, un à Red Lake et un pour nos Premières Nations dans la région. Je possède une imprimerie commerciale ainsi qu'une entreprise de signalisation routière. Nous produisons le bottin téléphonique régional pour Kenora, Dryden, Red Lake et Sioux Lookout, ainsi que le magazine de bord pour Wasaya. Pour toutes ces activités, 80 % à 100 % de nos factures sont acheminées par Postes Canada. En ce qui a trait à la livraison des journaux, nous dépensons en moyenne 5 000 \$ par semaine, et nos envois pour l'imprimerie commerciale coûtent de 100 \$ à 200 \$ par colis. Nous faisons beaucoup d'affaires avec Postes Canada.

Je dirais que Postes Canada joue un rôle dans environ 90 % de mes activités commerciales. Il est très important que Postes Canada puisse régler ces différends plus tôt que tard parce que je ne peux pas compromettre la survie de l'entreprise. Cela signifie que si je perds mon entreprise qui, je le rappelle, emploie 40 personnes, ce sont 40 personnes qui vont se retrouver au chômage. Mon collègue ici présent de Kenora a déclaré que cette région a vraiment besoin de ces emplois.

Je suis ici pour vous dire simplement de régler vos différends. Des gens comme moi sont victimes de ce conflit, et je n'aime pas me retrouver dans cette position.

• (1405)

Le président : Merci beaucoup

Notre dernière intervenante sera Mme Aitken. Vous avez cinq minutes.

Mme Mary Aitken: Eh bien, monsieur Neegan, je vous affirme que nous n'avons jamais dit que nous ferions la grève. C'est Postes Canada qui a dit que nous ferions la grève. Nous avons une entente de principe qui est valide pour une très courte période. Nous voulions régler ces différends. Nous voulions nous assurer que nous étions entendus. De toute façon, c'était simplement pour vous informer.

En fait, je connais M. Neegan depuis quelques années, quoique je suis certaine qu'il ne s'en souvient pas.

Oui, les petites entreprises ont besoin de la livraison quotidienne. Comment pouvez-vous fonctionner en recevant de l'argent tous les deux jours et en envoyant vos factures tous les deux jours? Ce n'est pas comme cela que ça fonctionne et il n'y a aucune raison de changer cela. Nous avons fait de l'argent.

Les trois années au cours desquelles nous n'avons pas fait d'argent depuis 1981 — et je ne suis même pas certaine s'ils l'ont remboursé — sont liées à un grief vieux de 30 ans avec l'Alliance de la fonction publique du Canada sur l'équité salariale. L'autre était une perte sur papier, une perte comptable, parce qu'ils avaient modifié les principes comptables. Puis, ils ont perdu de l'argent l'année où nous étions en grève. Là encore, c'est Postes Canada qui avait causé la grève. Ils ont embauché des briseurs de grève. Ils ont loué les hélicoptères. Ils ont affrété tout le reste.

Le président: Aux fins du procès-verbal, était-ce 2011, l'année du lockout, dont vous parlez?

Mme Mary Aitken: Oui.

• (1410)

Le président : Merci.

Mme Mary Aitken: J'ai 42 ans d'ancienneté; alors, j'ai vécu un certain nombre de grèves et j'ai été témoin de nombreux changements. Pourquoi Postes Canada a-t-elle 22 vice-présidents avec des salaires aussi élevés? Pourquoi a-t-elle un président avec un tel salaire? Pourquoi a-t-elle construit de nouveaux édifices à Winnipeg et à Vancouver si le volume du courrier est à la baisse? Pourquoi avoir acheté tout ce nouvel équipement? Pourquoi avoir réintroduit une machine à Thunder Bay? Il y en avait une auparavant et le volume n'était pas suffisamment élevé — et c'était lorsqu'il y avait du courrier pour la faire fonctionner. Mais non, Postes Canada en a pris une à Ottawa pour l'envoyer à Thunder Bay. La machine a accaparé notre courrier et le courrier sortant. Postes Canada l'a retardé de deux à dix jours ouvrables plutôt que de le faire trier localement et maintenir des emplois.

Lorsque j'ai commencé à travailler au bureau de poste, je faisais un dollar de l'heure de plus que les gars à l'usine. Je fais maintenant moins de la moitié de ce qu'ils font, mais j'ai toujours un emploi, alors que 600 d'entre eux ont perdu leur emploi. Ils ont dû aller travailler ailleurs, notamment mes frères. Pourquoi? Par souci d'économiser, parce que Postes Canada veut faire plus d'argent.

Et elle fait de l'argent. Elle a fait de l'argent au premier trimestre. Pourquoi fait-elle de l'argent? Parce qu'elle n'a pas respecté la Loi sur la Société canadienne des postes et qu'elle donne un avis de six mois aux clients pour annoncer une hausse du prix des timbres. Cela a contribué à sortir les timbres du marché et la société a affirmé que ces timbres ne se vendaient pas parce que le prix allait augmenter du jour au lendemain.

Pourquoi Postes Canada a-t-elle retiré le tarif des publications aux petits journaux? Cela ne causait aucun problème. C'était une forme de subvention. Cette subvention venait peut-être du gouvernement — je n'en suis pas certaine —, mais elle aidait les petites entreprises. Elle aidait les petits journaux. Où en sont-ils maintenant? Ils paient le plein tarif et ce n'est pas juste.

J'ai également été très contrariée d'entendre que vous n'iriez pas à Sandy Lake. C'est dommage parce que vous devez savoir ce qui se passe dans le Nord-Ouest de l'Ontario. On ne peut s'y rendre par la route; il faut prendre l'avion. Il y a beaucoup de choses qui se passent, et s'occuper de quelque chose à une heure de Winnipeg, même s'il faut s'y rendre en voiture, ce n'est pas la même chose.

Il y a bien d'autres choses que je pourrais ajouter.

Le président: Je suis certain que nous allons aborder le sujet durant la période de questions.

Avant de commencer, par contre, j'aimerais que vous sachiez que nous avions l'intention d'aller à Sandy Lake. Ce comité devait à l'origine y avoir lieu. Malheureusement, il leur a été impossible de nous recevoir pour diverses raisons, et nous avons dû nous retirer. Nous allons cependant visiter une autre Première Nation au Manitoba. Notre premier choix était Sandy Lake, mais ce n'est pas nous qui avons décidé de nous retirer de cet endroit.

Nous allons maintenant entamer notre ronde de questions de sept minutes. Commençons par M. Ayoub.

[Français]

Vous avez sept minutes.

[Traduction]

Vous allez peut-être vouloir mettre vos écouteurs d'interprétation si vous n'êtes pas parfaitement bilingue.

[Français]

M. Ramez Ayoub (Thérèse-De Blainville, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci de votre présence.

Je suis très content de venir à Dryden pour la première fois, et je suis certain que mes collègues sont du même avis. Nous reviendrons peut-être d'autres fois, madame. Comme le président l'a dit, nous voulions aller à Sandy Lake. Nous voulons aller dans tous les coins du pays pour recueillir tous les témoignages des citoyens à propos de Postes Canada.

J'ai fait quelques petites recherches. Comment avez-vous réagi à l'information au sujet d'un éventuel arrêt de la livraison à domicile? J'ai cru comprendre qu'il y avait eu un sondage. Comment avez-vous appris cela?

Monsieur Scribilo, vous pouvez commencer.

[Traduction]

M. Andrew Scribilo: Oui. Nos médias locaux nous ont prévenus de la possibilité d'une grève. Dans ma communauté de Keewatin, j'ai parlé aux dames du petit bureau de poste rural de l'endroit. Elles étaient préoccupées du fait que s'il fallait envoyer des factures ou autre chose, il allait falloir que nous prenions des dispositions de rechange.

Ontario Hydro est un bon exemple. Ils ont dit qu'il fallait continuer à payer nos factures même s'il y avait une interruption de service de Postes Canada. Il fallait aller en ligne ou prépayer. Il n'y avait pas moyen de s'en sortir; donc, beaucoup de cela a été en ligne et local dans nos communautés.

M. Ramez Ayoub: Vous avez peut-être des commentaires du côté des entreprises, monsieur Neegan.

M. David Neegan: Nous avons appris par les médias qu'il n'y avait pas de correspondance directement de Postes Canada.

M. Ramez Ayoub: Pas de sondage?

M. David Neegan: Nous n'avons pas reçu de sondage.

Mme Mary Aitken: Il n'y a pas eu de sondage, mais j'ai reçu au mois de mai un courriel de Postes Canada adressé à toutes les petites entreprises pour dire qu'il pourrait y avoir une interruption de travail.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Je veux comprendre, comme nous avons tenté de le faire ailleurs, si vous avez été traités différemment quant à la publication d'information. Depuis le début de la tournée, nous constatons que tout a été imposé, décidé d'avance, sans consultation auprès de la population, qu'il s'agisse des chambres de commerce ou des citoyens. Un plan en cinq points a été discuté et mis en vigueur. Nous sommes arrivés au pouvoir et, pour la première fois depuis belle lurette, une consultation a été organisée. C'est ce que nous voulons faire ici.

Ma question s'adresse plus particulièrement à M. Neegan.

Vous avez dit avoir 40 employés. Vous avez aussi parlé de trouver des solutions de remplacement. Quelles sont-elles, pour vous, dans la région? À quel genre de concurrence faites-vous face?

[Traduction]

M. David Neegan: Plus spécifiquement, je dois également vous faire savoir à tous que nous avons dû envoyer nos factures avant la grève. Ce que nous avons commencé à faire, c'est communiquer avec les gens par télécopieur et par courriel; c'est ce commerce que Postes Canada a perdu à tout jamais. Vous n'allez pas retrouver ce commerce, parce que nous n'avons pas besoin de payer pour des timbres. Vous devez être bien conscients que nous allons nous adapter quoi qu'il arrive, parce que c'est une question de survie pour notre commerce; nous allons utiliser FedEx, Purolator ou d'autres méthodes.

Nous préférons utiliser Postes Canada et nous allons continuer à faire affaire avec Postes Canada, mais si vous me placez dans une situation qui met en péril mes employés et mon commerce, je vais aller ailleurs. Je vais trouver d'autres moyens et, une fois que vous avez perdu ces moyens, vous les avez perdus pour de bon.

• (1415)

[Français]

M. Ramez Ayoub: Je peux comprendre, si vous n'arrivez pas à trouver des solutions de remplacement viables. En vertu de son mandat, Postes Canada fait de la livraison partout au Canada. Or les FedEx de ce monde n'arrivent pas nécessairement à le faire. Pour vos 40 employés, il y a des conséquences qui se traduisent en pertes d'emplois.

[Traduction]

M. David Neegan: Quand il s'agit de livrer notre produit à nos clients, il existe d'autres moyens que FedEx et Purolator. Il y a, par exemple, le transport aérien, qui livre à nombre de Premières Nations dans le Nord. Cela peut nous demander un peu plus de travail, mais une fois que c'est établi, nous allons continuer à utiliser ces moyens. Nous avons appris, jusqu'à présent, que Postes Canada est très pratique pour nous, parce qu'il y a un bureau ici même à Dryden. Tandis que si nous utilisons Wasaya, nous devons aller aux terminaux et tout ça, mais ce faisant, nous économisons également de 30 à 40 \$ par envoi, ce qui fait pas mal d'argent à la fin de l'année.

[Français]

M. Ramez Ayoub: On nous a dit ailleurs que le bureau de poste avait un rôle social, qu'il était un lieu de rassemblement et d'échange pour la communauté.

Est-ce aussi le cas à Dryden?

[Traduction]

M. David Neegan: Je ne vais pas là pour prendre un café.

M. Ramez Ayoub: Vous n'avez pas répondu à la question.

M. David Neegan: Nous voulons continuer à faire affaire avec Postes Canada. Cela fait partie du Canada. C'est un des fils du tissu de notre société et nous voulons continuer à l'encourager. Ce que je dis, c'est que si je me retrouve dans une situation qui va mettre en péril mes activités ou mon commerce, je ne vais pas utiliser les services.

J'ai été très préoccupé, parce que je suivais ce qui se passait dans les médias concernant la grève ou le lockout proposés, je ne me souviens plus de la formulation. Cela m'a empêché de dormir parce que cela allait affecter mon flux de trésorerie et, comme nous sommes un nouveau commerce, nous avons moins de deux ans, nous n'avons pas les mêmes options qu'un commerce qui existe depuis 5, 10 15 ans. Nous comptons exclusivement sur notre flux de trésorerie et nous ne pouvons pas nous permettre qu'il soit interrompu.

Le président: Merci beaucoup.

Le suivant est M. McCauley, pour sept minutes.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Excellent. Merci de vous joindre à nous.

Madame Aitken, vous avez fait un excellent travail. Vous n'aviez pas à vous préoccuper d'être nerveuse.

Monsieur Neegan, félicitations pour les emplois que vous avez créés. C'est merveilleux. Je vais vous questionner sur la livraison des journaux. Est-ce que c'est Postes Canada qui la fait?

M. David Neegan: Oui.

M. Kelly McCauley: La question a été soulevée à une réunion précédente. Nous avons eu un monsieur qui représentait l'association des journaux, y compris les petits journaux communautaires, qui a mentionné qu'il y avait parfois un conflit avec la livraison des journaux communautaires quand ils avaient toute une pile de courrier publicitaire à livrer. Il arrivait que les journaux ne soient pas livrés, en faveur d'autres livraisons qu'ils avaient à faire. Est-ce que c'est quelque chose que vous avez vécu? C'était peut-être juste une situation isolée qu'ils ont soulevée.

M. David Neegan: Non, je n'ai jamais eu ça. Cela aurait été porté à mon attention immédiatement, mais il n'y a pas eu jusqu'à présent de situation où cela s'est produit. Avant ma vie ici, avec Norwest

Printing, je travaillais avec un autre journal communautaire, et rien de tel n'a jamais été porté à mon attention là-bas non plus.

M. Kelly McCauley: D'accord.

Monsieur Scribilo, vous avez mentionné que vous représentez un autre organisme...

M. Andrew Scribilo: C'est NOACC, la Chambre de commerce du Nord de l'Ontario.

M. Kelly McCauley: Vous avez parlé de votre expérience avec votre commerce à Kenora.

Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter? Avez-vous reçu de la rétroaction de cet organisme aussi, ou est-ce que c'est identique...

M. Andrew Scribilo: Je pense que c'est la même chose.

Je veux simplement répondre au monsieur, à Ramez, au sujet des rencontres sociales dans les communautés. Dans le Nord éloigné, j'ai vécu à Big Trout Lake et un peu partout dans les régions isolées de l'Ontario, au service de mon entreprise, à part la chambre de commerce. Le bureau de poste y est un lieu social, parce que c'est là où tout arrive. C'est là où les chèques arrivent, où les lettres arrivent, où le courrier arrive. C'est un lieu de rencontre sociale. Ce n'est pas différent de ce qui se passe à Kenora. Ils ont des cadeaux là; il y a donc des revenus générés à partir de chaque bureau de poste.

● (1420)

M. Kelly McCauley: Je comprends cela. Dans ma circonscription, où j'habite, la moitié des livraisons se font à la maison et l'autre moitié à des boîtes aux lettres communautaires. S'il fait beau, on va aux boîtes aux lettres communautaires et on y voit les gens qui se promènent avec leur chien, etc. Je comprends tout à fait.

M. Andrew Scribilo: Je vais commenter sur tout le Nord-Ouest de White River, Hornepayne, Geraldton, Manitouwadge. Je suis allé partout dans le Nord-Ouest de l'Ontario, et notre sentiment est que nous ne voulons pas le perdre. S'il y a des choses qui doivent être faites, générer des revenus ou réduire les dépenses, je pense que ce type de processus est extraordinaire.

M. Kelly McCauley: C'est très courant, et nous l'entendons souvent. Aussi, ce que le groupe de travail a reçu, dans un sondage très étendu, c'est que les gens ne veulent pas voir de changement dans le service. Ils ne veulent pas non plus payer plus pour le service et ne veulent pas que les taxes le financent. C'est un équilibre très difficile; il est donc excellent que nous recevions autant de rétroaction de tout le monde.

M. Andrew Scribilo: Lorsque j'ai été invité à venir ici, j'ai fait un sondage rapide auprès de nos commerces à Kenora. Je n'ai pas eu beaucoup de réactions, à part qu'ils ne veulent pas voir de changements.

M. Kelly McCauley: Oui.

M. Andrew Scribilo: C'est tout. Le sujet brûlant, soit la facturation des diverses sociétés et corporations, était dans les médias. Les sociétés et les corporations ont dit qu'elles n'allaient pas arrêter de facturer, que c'était à nous de trouver une façon de les payer. Heureusement, ou malheureusement, nous devons nous arranger avec cela.

M. Kelly McCauley: La réalité fait parfois obstacle à l'amusement, ou à ce que nous aimerions avoir.

Merci beaucoup. Je l'apprécie.

Nous en avons entendu beaucoup sur la consultation des communautés que nous avons visitées. Nous n'en avons pas entendu assez; nous en voulons plus. C'est un récit à partir duquel les gens essaient de construire. Postes Canada a en fait visité beaucoup plus de villes que celles que nous allons visiter. Malheureusement, nous faisons face à... Il y a trois, quatre, cinq mille communautés au total dans le pays. Nous ne pouvons pas toutes les visiter. Sandy Lake et Sioux Lookout ne pourront pas être visitées, ni Thunder Bay. Il y a des limites à ce que...

Nous n'aurons pas assez de temps maintenant, mais nous allons vous demander d'envoyer les renseignements par la suite, si vous avez des idées sur la façon dont Postes Canada pourrait mieux consulter à ce sujet. Étant donné que nous ne pouvons pas rencontrer tout le monde, nous l'apprécierions certainement.

Est-ce qu'on a communiqué avec vous au sujet d'une transition à des boîtes aux lettres communautaires dans votre secteur, où est-ce que c'est partout de la livraison porte-à-porte?

M. Andrew Scribilo: Il en a été question. Rien n'est décidé.

M. Kelly McCauley: Au sujet du différend sur le lockout postal cet été, mon entreprise a reçu des tonnes de courriels. C'est amusant que ce soit là aussi où j'ai commencé à entendre les gens à qui je devais de l'argent. Le seul moment où ils vous appellent, c'est pour vous dire: « Oh, en passant... ». J'ai reçu tout un déluge de messages au sujet de Postes Canada, parce que j'utilise leurs services dans mon entreprise. Est-ce que votre association a également vécu cela, des mises en garde pour prendre d'autres dispositions?

M. Andrew Scribilo: Absolument. Ils ont été avertis individuellement par l'intermédiaire de la société pour laquelle je travaille.

M. Kelly McCauley: Je vous ai promis de vous revenir, madame Aitken. Voulez-vous commenter sur... désolé de vous avoir interrompu. J'ai si peu de temps.

Madame Aitken, voulez-vous commenter sur les journaux et le courrier publicitaire?

Mme Mary Aitken: Cela n'aurait pas dû se produire. Cela ne devrait pas être correct, en raison des taux. Le courrier de première classe passe en premier. Vous avez Priorité et Xpresspost comme courriers de première classe...

M. Kelly McCauley: Vous n'étiez pas en désaccord avec M. Neegan. C'est juste...

Mme Mary Aitken: Les publications sont du courrier de deuxième classe. C'est l'ordre, et le courrier publicitaire passe en dernier. Ce qu'ils font généralement, selon ce que j'ai entendu d'autres centres — parce que cela ne s'est pas produit ici — c'est permettre des heures supplémentaires pour en faire plus. En raison de la façon dont ils ont structuré les routes, ils livrent à de plus en plus d'endroits parce que le volume de courrier baisse, et tout est fondé sur la couverture qu'il y a. Ils le font; il y a donc plus de temps supplémentaire.

L'autre collectivité, Ignace, est un lieu de rencontre. Tout ce qu'il y a, c'est le bureau de Postes Canada. Pour ce qui est de Sioux Lookout, malheureusement, pour faire des économies, ils n'en ont pas fait une lettre... Il devrait y avoir de la livraison porte-à-porte. Ils n'ont pas fait ça. Ils ont choisi les boîtes aux lettres communautaires, soit la façon la moins coûteuse. Ensuite, il y a le transfert des coûts aux communautés, parce que si vous allez voir dans les villes, vous verrez que les boîtes aux lettres communautaires sont placées à côté du trottoir, et qui est-ce qui nettoie les trottoirs? Certainement pas Postes Canada.

●(1425)

M. Kelly McCauley: C'est ce que nous entendons.

Le président: Merci beaucoup. Je crains que nous ne soyons obligés de nous en tenir là.

Monsieur Weir, vous êtes le prochain. Vous avez sept minutes.

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Madame Aitken, vous avez soulevé une question dont nous n'avons pas beaucoup entendu parler jusqu'à présent, soit la centralisation du tri postal par Postes Canada et la façon dont elle affecte la qualité du service. Je me demandais si vous pouviez nous en dire plus long à ce sujet.

Mme Mary Aitken: Avec plaisir.

Au milieu des années 1980, ils ont retiré la machine de la région du Centre-Sud, soit Toronto, pour l'installer à Thunder Bay. Ils l'ont finalement retirée quelques années plus tard, parce que cette solution n'était pas viable. Ils n'avaient pas suffisamment de volume. Au cours des années 1980, il y avait du courrier.

Oui, le volume est en baisse et ils ont décidé, il y a trois ans, si mon souvenir est bon, de retirer la machine d'Ottawa et de l'installer à Thunder Bay. Cela nous a privés de tout notre courrier. Nous avions jusqu'alors ce que nous appelions des boîtes postales doubles dont une logeait le courrier à destination de la ville et l'autre, le courrier à destination de l'extérieur. Le courrier à destination de l'extérieur était envoyé à Winnipeg pour être trié et expédié. Cette solution fonctionnait. Nous conservions notre courrier local ici. Désormais, nous ne conservons plus du tout de courrier ici. Tout le courrier est envoyé à Thunder Bay parce qu'ils ont besoin de volume pour leur machine, et je parierais qu'ils n'en ont toujours pas assez.

Kenora envoie tout son courrier à Winnipeg pour qu'il y soit trié parce que cela prend trop de temps de l'envoyer à Thunder Bay. Le courrier peut prendre facilement une semaine à dix jours de plus, si ce n'est plus encore, pour aller de Dryden à Dryden ou de Dryden à Sioux Lookout. Si vous voulez envoyer du courrier vers le Nord, à Port Severn, qui n'est relié que par un vol par semaine, de combien le délai se trouve-t-il alors prolongé?

Ici, nous fonctionnons 24 heures sur 24. Nous expédions le courrier partout soit à Kejick, Whitedog, Fort Severn, Stanley Lake, Weagamow, Cat Lake, Angling Lake, Bearskin Lake, Deer Lake, Wunnummin Lake, Pikangikum, Summer Beaver, Eabamé Lake, Lansdowne, Sioux Narrows, Nestor Falls, Emo et Rainy River. Je sais que j'ai oublié quelques destinations, mais nous trions tout le courrier. C'est nous qui trions le courrier et le livrons à tous ces endroits.

Ils ont aussi décidé de décentraliser de nouveau. Fort Frances recevait deux fourgons postaux dont l'un provenait de chez nous et l'autre, de Thunder Bay. Ils ont supprimé celui de Thunder Bay de sorte que maintenant tout passe par chez nous, pour aller à Fort Frances. Notre fourgon retrouvait celui de Fort Frances pour donner aux résidents d'Atikokan leur courrier. Aujourd'hui, le courrier destiné à Atikokan ne passe que par Thunder Bay.

Vous aggravez la situation plutôt que de l'améliorer. Vous devriez nous laisser trier notre propre courrier. Vous devriez nous confier les liaisons postales directes. Il y a tant...

M. Erin Weir: Excellent point, et je vous remercie de nous en avoir fait part.

J'aimerais demander à tous les membres du groupe ce qu'ils pensent de l'importance de la livraison porte-à-porte par rapport aux boîtes postales communautaires.

M. Andrew Scribilo: Personnellement, je n'ai pas de livraison porte-à-porte à Keewatin et je n'ai aucun problème à me rendre au bureau de poste où il y a des boîtes verrouillées. Je sais que ceux qui reçoivent le courrier chez eux adorent cette solution. Elle est beaucoup plus simple que celle qui consiste à aller en ville pour chercher son courrier.

Le problème ne tient pas au fait que les communautés sont si peuplées — il y a 15 000 habitants — mais au fait qu'il s'agit d'un service que l'on tient pour acquis de sorte que lorsque certaines de vos questions ont été posées, les résidents n'avaient même pas imaginé qu'ils pourraient un jour perdre leur service de livraison porte-à-porte. Vivant au sein d'une communauté, ils s'attendent à le recevoir.

À Keewatin, tel a toujours été le cas pour nous. À Kenora, ils ont toujours eu un service de livraison porte-à-porte. À Kenora, nous avons embauché de 20 à 25 facteurs. Ce sont des emplois additionnels pour notre communauté, et le service est excellent puisque nous assurons la livraison des colis et fournissons tous les autres services.

M. Erin Weir: Monsieur Neegan, avez-vous des réflexions sur cette question?

M. David Neegan: Sur la question du tri, j'aimerais tout simplement ajouter qu'à titre d'entreprise, nous avons remarqué que tout est envoyé à Thunder Bay, ce qui a ralenti la livraison et la réception du courrier à l'intérieur même de la région. À titre d'exemple, j'ai un bureau à Red Lake où l'on nous envoie des choses par la poste. Il est un peu plus onéreux d'envoyer des choses par avion, mais nous devons désormais avoir recours à cette option puisque le délai est un peu trop long si nous nous contentons du service postal.

En ce qui concerne la livraison porte-à-porte, je réside à Sioux Lookout et nous avons une boîte rurale. J'aimerais que le courrier me soit livré chez moi. C'est le seul commentaire que je peux véritablement faire.

• (1430)

M. Erin Weir: Très bien. Je comprends.

Mme Mary Aitken: En principe, nous devons installer les premières boîtes postales communautaires cette année, mais du fait de l'élection, ce plan a été temporairement mis en suspens. Comme mon patron aime le dire: « c'est inévitable ».

Ce qui me dérange c'est la façon dont ils présentent la question, en tentant d'affirmer qu'il y a moins de gens qui reçoivent le courrier chez eux que de gens qui ne le reçoivent pas. Ils ont englobé tous ces endroits. Fort Severn, Big Trout, Sandy Lake — aucun de ces endroits n'a de service de livraison porte-à-porte. Nous ne nous attendons pas à ce que l'un ou l'autre de ces endroits profite un jour d'un tel service, mais il n'y a pas lieu de les regrouper et de tenter d'affirmer que moins de gens profitent de la livraison chez eux, puisqu'une multitude de régions urbaines profitent d'un service de livraison porte-à-porte. Malheureusement, ce service de livraison n'est pas offert partout ici, à Dryden. Les communautés de Lakeside Drive, Skillin Crescent et Milanese Place sont toutes pourvues de boîtes postales communautaires. En fait, le service de livraison porte-à-porte devrait y être offert. Pourquoi n'est-ce pas le cas? C'est parce que cela pourrait créer un autre emploi de facteur.

M. Erin Weir: En ce qui concerne les emplois de facteurs, dans le cadre d'un groupe précédent, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante nous a laissé entendre que cela s'expliquait du fait que les travailleurs des postes étaient trop bien rémunérés. Je

pense que vous avez établi clairement que la rémunération qui prévaut à Postes Canada, par rapport au reste du secteur privé, est demeurée relativement constante. Je me demandais si vous pourriez élaborer un peu, en vous fondant sur votre carrière au sein de la société.

Le président: Malheureusement, il ne vous reste que très peu de temps.

Mme Mary Aitken: Comme je l'ai indiqué dans mon mémoire, lorsque j'ai commencé à travailler au bureau de poste, je travaillais la nuit. On me versait un dollar l'heure de plus parce que je travaillais la nuit. Cela représentait la différence entre ce que je gagnais et ce que les hommes qui travaillaient au moulin gagnaient. Je n'avais aucun avantage social. Aujourd'hui, ils gagnent entre 50 et 60 \$ l'heure, selon le cas, alors que mon salaire horaire est de 26 \$. C'est très clair et je travaille huit heures par jour. Il se pourrait que la majorité des facteurs ne...

Le président: Merci.

Passons maintenant à Mme Ratansi pendant sept minutes, s'il vous plaît.

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Merci beaucoup d'être ici.

Comme vous le savez, il s'agit de notre cinquième ou sixième rencontre, et nous avons entendu beaucoup de plaintes au sujet de Postes Canada — que ce soit à propos de la société, de la direction, de sa nature non consultative et de sa capacité à créer des crises à partir de rien —, alors nous comprenons. Nous avons entendu tout ça plus d'une fois, et nous avons entendu des personnes âgées et des personnes handicapées qui ont besoin de la livraison à domicile.

Nous devons trouver une façon d'aller de l'avant. Voilà pourquoi nous voulons entendre votre collectivité pour trouver une manière de le faire.

Monsieur Neegan, vous dites que, si Postes Canada crée cette crise, vous chercherez d'autres sources. C'est intéressant, parce que la crise est créée par la société, peut-être aux termes d'un autre mandat. Maintenant, le mandat a changé. La situation a pris fin, et ils semblent avoir créé une crise financière.

À titre d'entreprise, est-ce que vous auriez créé une crise en disant que vous alliez vous placer en situation d'insolvabilité?

M. David Neegan: En ce qui concerne Postes Canada, je connais son histoire et l'évolution de son modèle commercial au cours des 20 dernières années, particulièrement ce qui touche directement mon entreprise. Je travaille dans l'impression commerciale, et la part de marché a vraiment diminué. Nous nous retrouvons dans la même situation que Postes Canada.

Pour ce qui est de notre relation commerciale avec Postes Canada, nous trouvons que la qualité du service est exceptionnelle. On ne m'a fait aucun commentaire négatif pour ce qui est de la prestation des services, et nous n'avons pas eu de commentaires négatifs de notre clientèle ou de nos travailleurs.

Mme Yasmin Ratansi: Est-ce que vous diriez que Postes Canada est un service essentiel pour votre entreprise pour l'avenir?

M. David Neegan: Je préférerais que le syndicat et Postes Canada règlent leurs problèmes. Je ne sais pas ce que le gouvernement du Canada peut faire, par voie législative ou autre, pour que je ne me retrouve pas obligé de faire ce choix.

Mme Yasmin Ratansi: Je comprends.

Madame Aitken, avez-vous l'impression que la direction actuelle permet aux travailleurs de créer un environnement où ils peuvent collaborer avec la direction pour trouver une solution? Est-ce qu'un modérateur est nécessaire?

Par exemple, si le régime de retraite est retiré de l'équation... Le passif au titre du régime de retraite n'est pas vraiment un passif. Postes Canada a dit que si elle devenait insolvable... Mais il ne faut pas penser comme ça. Si vous avez des activités en cours, vous ne pouvez pas penser à l'insolvabilité; alors, est-ce qu'il faudrait changer cette façon de penser...? Qu'en pensez-vous?

• (1435)

Mme Mary Aitken: À propos de notre régime de retraite et de...?

Mme Yasmin Ratansi: L'insolvabilité, quand vous...

Mme Mary Aitken: Il y a... la continuité de l'exploitation... et...

Mme Yasmin Ratansi: L'insolvabilité.

Mme Mary Aitken: Est-ce que Postes Canada va fermer ses portes demain?

Mme Yasmin Ratansi: Non.

Mme Mary Aitken: Alors, pourquoi est-ce que nous serions dans cette situation?

Mme Yasmin Ratansi: C'est vrai, et c'est ici que l'explication de la viabilité s'applique. Si la direction devait poursuivre les activités, nous avons entendu que les employés de Postes Canada ont plus confiance en la société que la direction, alors si la direction devait changer d'opinion, seriez-vous prêts à vous asseoir avec elle, à présenter vos commentaires et à aider Postes Canada à aller de l'avant?

Mme Mary Aitken: J'aimerais beaucoup, mais il faudrait qu'il y ait des changements au sein de la direction parce qu'ils ne nous écoutent pas. Ils ne nous ont pas écoutés depuis... combien d'années?

Mme Yasmin Ratansi: Je comprends.

Nous avons entendu des solutions créatives de certains employés. L'une d'entre elles portait sur les services bancaires postaux. Je sais qu'il existe un rapport présenté en 2009 qui a été caviardé par le gouvernement, mais avez-vous une opinion au sujet des services bancaires postaux?

Mme Mary Aitken: Compte tenu du fait que Vermilion Bay n'a pas de bureau de poste et que leur coopérative de crédit a fermé il y a quelques années, qu'à Ignace la CIBC a fermé ses portes cet été, que Pickle Lake n'a pas de bureau de poste, et qu'il n'y a pas de bureaux de poste dans le Nord, ce serait la solution idéale pour aider toutes ces personnes à faire leurs opérations bancaires quotidiennes.

Aussi, l'an dernier, le gouvernement du Canada a déclaré qu'il n'allait plus envoyer de chèques. Tout le monde n'a pas de compte bancaire.

Mme Yasmin Ratansi: On pourrait penser que c'est une option viable. Tout d'abord, est-ce qu'il y a des bureaux de poste dans ces communautés?

Mme Mary Aitken: Il y a un bureau de poste en quelque sorte dans toutes les communautés du Nord.

Mme Yasmin Ratansi: Est-ce qu'ils auraient la souplesse ou l'infrastructure nécessaire pour offrir à tout le moins des services bancaires minimaux, ou des chèques, ou peu importe ce qu'ils font?

Mme Mary Aitken: À ce que je sache, ils ont tous des ordinateurs. Ils ont ce qui est appelé à Postes Canada le système TPV. Shoppers l'utilise aussi.

Je ne sais pas pourquoi Shoppers est là, ils ne sont pas bien loin du bureau de poste et, parfois, on a l'impression que la moitié des choses qu'ils envoient sont renvoyées parce qu'ils l'ont mal fait.

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur Scribilo, à titre d'homme d'affaires et de membre de la chambre de commerce, vous êtes très satisfait de Postes Canada. De quelle façon pourriez-vous trouver de nouvelles sources de revenus pour Postes Canada? Est-ce qu'il existe selon vous des produits qu'elle devrait offrir pour évoluer et entrer dans le XXI^e siècle? Avez-vous des idées?

M. Andrew Scribilo : Vous me prenez au dépourvu.

Je sais qu'ils aiment bien les articles cadeaux et les choses du genre de nos jours, mais je ne crois pas que ce soit un grand vendeur pour Postes Canada. Je crois qu'il s'agit plutôt d'une façon pratique pour que les gens puissent y acheter des pièces de collection, des articles cadeaux et des choses...

Honnêtement, je ne sais pas trop ce qu'ils pourraient faire.

Mme Yasmin Ratansi : Pas de problème. Nous serons... J'ai terminé?

Le président : Oui. Merci beaucoup.

Nous allons passer à nos deux dernières interventions, de cinq minutes chacune. Commençons par M. Brassard.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC) : Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur une chose qui a été mentionnée précédemment relativement au passif concernant le régime de retraite.

Je suis un invité de ce comité, je suis là pour une semaine. Je confirmais tout juste avec M. MacCauley les pratiques comptables généralement reconnues. L'une d'entre elles est de vérifier le passif relatif au régime de retraite pour voir le potentiel d'insolvabilité. Il s'agit d'une pratique reconnue qui est effectuée partout dans le monde.

L'une des choses que nous avons entendues souvent porte sur le potentiel de changement de la direction. Hier, nous étions à Windsor et M. Ken Lewenza, Junior., était là. Il a mentionné que la direction et le syndicat devaient collaborer pour régler certains problèmes de Postes Canada. Monsieur Neegan, vous en avez parlé et vous avez dit que vous aimeriez voir ce rapprochement, parce qu'au bout du compte c'est le client qui est important.

Je pose cette question à tout le monde. Êtes-vous d'accord avec ce que M. Lewenza a dit hier, au sujet de la façon dont vous faites des affaires avec votre personnel, en termes de collaboration? En fin de compte, il doit y avoir un décideur, mais les employés ont généralement de bonnes idées. Il est très important de travailler avec la direction et de s'y mettre ensemble. Êtes-vous d'accord avec cette notion?

• (1440)

M. David Neegan : Je tiens à souligner une chose, comme Mme Aitken l'a fait avant moi: les communautés locales. À Ignace, ils ont perdu leur CIBC. À Balmertown, près de Red Lake, la succursale de la CIBC a fermé au début de l'an 2000. Bref, dans ces communautés, le nombre de travailleurs diminue de plus en plus. Cela a une incidence sur moi parce que chaque personne de moins dans la communauté cause une diminution de mes bénéfices tirés de la vente de publicité et de produits et services. C'est très important.

Je me dois de souligner l'importance de la responsabilité des entreprises dans les communautés que vous desservez. Par exemple, j'ai entendu cette semaine que *Rainy River Record* avait fermé ses portes après 90 ans, ou quelque chose comme ça. En août dernier, *The Northern Sun*, à Red Lake, a fermé ses portes. Je l'ai acheté. Ce n'est pas une grande source de revenus pour moi, mais j'adore les journaux communautaires. Vraiment. Je crois qu'ils font partie de la communauté. Pour trouver une solution, il faut tenir compte de tout cela aussi.

Postes Canada fait partie de toutes ces communautés. Il s'agit de l'une des institutions les plus vieilles au Canada. J'ai lu la documentation au sujet du futur de Postes Canada. Je crois qu'on ne devrait même pas se poser la question. Postes Canada devrait toujours être Postes Canada. Laissons de côté les questions d'ordre commercial ou économique: je crois que Postes Canada est un service essentiel pour le Canada tout entier. Cela ne devrait pas être une chose qu'on peut laisser de côté.

M. John Brassard : Madame Aitken, il nous reste peu de temps, mais j'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet, s'il vous plaît.

Mme Mary Aitken : Je suis d'accord avec M. Neegan. Nous sommes un service essentiel. Nous sommes les seuls qui allons partout. Si vous ne croyez pas que ce soit vrai, venez voir. Chaque jour, nous avons des colis de FedEx qui ont été envoyés par l'intermédiaire de Postes Canada. Canpar, UPS, Purolator... nous les prenons tous. Nous sommes les seuls qui allons partout.

Pour pouvoir aller partout, nous devons être autosuffisants, en vertu de la loi qui régit Postes Canada, mais ça ne veut pas dire que nous devons avoir des bénéfices de 10 %. Peut-être devrions-nous faire suffisamment d'argent pour pouvoir réinvestir et améliorer notre situation?

Oui, nous vendons des produits. En fait, si cela vous intéresse, nous avons une affiche de hockey signée par Guy Lafleur; elle coûte seulement 179,95 \$ plus taxes. Je l'ai sortie hier, elle est sur le mur. Celle signée par Sidney Crosby coûte 299,95 \$ et celle signée par Darryl Sittler, 179,95 \$. Les trois cadres sont magnifiques. Malheureusement, je n'ai pu avoir que ces trois affiches. Les autres sont seulement vendues par expédition directe. Vous payez avec une carte de crédit et ils l'envoient directement chez vous, alors vous avez besoin de la livraison à domicile.

Le président : Merci beaucoup.

La dernière intervention sera celle de M. Whalen.

M. Nick Whalen (St. John's-Est, Lib.) : Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup d'être venus. C'est merveilleux. J'adore vous entendre parler de l'acquisition des journaux communautaires, monsieur Neegan. Des organisations comme la vôtre qui aident à bâtir des communautés méritent notre soutien. Je crois aussi que nous devons soutenir les sociétés comme Postes Canada, qui aident à bâtir et à protéger les communautés qui font partie de l'infrastructure nationale.

Nous devons trouver quel est le type de soutien dont les gens ont besoin ainsi que l'ampleur de ce soutien. Il est crucial aussi de connaître le type d'activités vers lesquelles nous devrions nous tourner. Devrions-nous être dans une phase de conclusion de contrats de service ou dans une phase d'expansion des services? De quoi le marché a-t-il besoin?

Je vous poserai ma première question, monsieur Neegan. Vous vous trouvez aussi dans un secteur dont la part de marché diminue. Est-ce qu'il serait avantageux pour vous que Postes Canada fasse

plus de livraison à domicile ou plus de tri local? Ou avez-vous l'impression qu'on répond déjà à vos besoins sans ces activités, ou vous est-il égal ou non que la gamme de services soit élargie?

• (1445)

M. David Neegan : Nous sommes en train de nous adapter aux conditions du marché. Cela signifie que nous nous adapterons aux situations complexes auxquelles nous serons confrontés. Mais pour ce qui est de la prestation de services — soit le tri, par exemple —, nous avons besoin d'un service plus rapide pour notre clientèle. Voilà ce qui aiderait notre entreprise.

Pour ce qui est de la prestation de services à nos collectivités, par exemple pour nos journaux, un service plus rapide serait... Nous voulons faire affaire avec Postes Canada, c'est tout. Actuellement, c'est notre meilleure option, parce que nous avons déjà utilisé ses services et que, par le passé, c'est ce que la vieille entreprise Alex Wilson Coldstream utilisait depuis... depuis les années 1940.

M. Nick Whalen : Merci.

Monsieur Scribilo, pendant que je me préparais à cette rencontre, j'ai consulté rapidement le rapport annuel de Postes Canada, où la Société indique que tous les Canadiens sont leurs clients. J'ai réfléchi quelques instants à cette affirmation. Je me suis dit que lorsque je suis au travail en tant que député, je suis un client de Postes Canada, mais que lorsque je suis à mon domicile, par contre, je suis en fait le produit que Postes Canada veut vendre. L'accès à ma personne est le produit que vend Postes Canada, ce qui fait de moi le produit de la Société.

Vous représentez des gens d'affaires et la chambre de commerce. Croyez-vous que vos membres profiteraient d'un service plus étendu et plus rapide? Vous vous dites satisfait, mais croyez-vous que le temps est venu pour Postes Canada d'élargir et d'améliorer ses services? Croyez-vous que les services de la Société sont adéquats à l'heure actuelle? Croyez-vous que Postes Canada devrait poursuivre ses efforts de réduction afin d'économiser de l'argent et de devenir autosuffisante?

Ce sont les trois options à considérer à l'heure actuelle.

M. Andrew Scribilo : Un vrai Canadien ou une vraie Canadienne se débrouille avec ce qu'il a ou ce qu'elle a sous la main. Ça fait partie de l'enjeu. Si une possibilité commerciale se présente pour étendre et accélérer le service... Nous devons composer avec tout le monde maintenant: Internet, Netflix et tout le reste. Cela s'harmonise à Postes Canada. Si un service était offert, les gens l'achèteraient probablement. Il devrait incomber aux entreprises de demander aux gens: « Que désirez-vous? Quelles sont vos attentes? »

M. Nick Whalen : Je vous demande l'avis des entreprises que vous représentez. Croyez-vous qu'elles tireraient parti d'un niveau de service supérieur?

M. Andrew Scribilo : Je pense que certaines d'entre elles le feraient. Comme l'a mentionné M. Neegan, s'il existe une demande pour le service le jour suivant, comme dans les télécommunications, les gens vont l'acheter, dans la mesure où il produit un effet positif sur leurs activités commerciales. Si vous vendez quelque chose ou distribuez un produit sur le marché... vous devez réaliser que dans les petites communautés, les gens ont l'habitude d'attendre trois à cinq jours avant de recevoir quelque chose...

M. Nick Whalen: La notion que je vois émerger ici, c'est que les Canadiens des régions rurales sont effectivement le produit, mais ne bénéficient pas des normes de service rapide dont profitent les gens des centres urbains. Quelqu'un à Toronto pourrait vendre par la poste un produit plus rapidement à votre clientèle que vous ne pourriez le faire.

M. Andrew Scribilo: Absolument.

M. David Neegan: Puis-je faire un court commentaire?

L'une des choses que nous voulons faire est d'étendre nos activités commerciales, et Postes Canada fait partie de ce plan. J'aurais dû faire ressortir cet aspect dans mes notes d'information. Nous voulons diffuser nos produits dans d'autres régions que le Nord-Ouest de l'Ontario. Nous avons ciblé de nombreux produits que nous désirons vendre. Nous devons les offrir à notre clientèle très rapidement. C'est quelque chose que nous allons faire au cours des deux prochaines années, et il est essentiel que nous puissions compter sur Postes Canada. La prestation de ce nouveau service fait partie de notre plan stratégique. Je ne peux pas donner trop de détails sur ce service, mais c'est la direction dans laquelle nous nous orientons.

Pour la ville de Dryden, cela signifie plus d'emplois pour la communauté. Comme je l'ai mentionné précédemment, dans des communautés comme Dryden, Sioux Lookout et Red Lake, dans la plupart desquelles j'ai résidé, la population a diminué et on y offre de moins en moins de services. Nous voulons réinjecter une partie de cet argent dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Postes Canada fait partie de ce plan.

• (1450)

Le président: Merci beaucoup.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie beaucoup de votre présence ici aujourd'hui et pour l'information que vous nous avez fournie. Si vous avez d'autres renseignements qui, selon vous, pourraient être utiles à ce comité et à nos délibérations, je vous prie de les communiquer directement à notre greffier. Toute cette documentation sera intégrée à notre processus de délibération. D'autre part, dans le cas où l'un des membres du Comité souhaiterait vous poser des questions supplémentaires après votre départ, nous permettez-vous de communiquer directement avec vous afin d'obtenir des réponses aux questions que nous pourrions vouloir vous poser? Je l'apprécie beaucoup.

Merci beaucoup. Vos témoignages nous ont grandement éclairés.

Nous allons maintenant suspendre la séance pour quelques instants avant que les membres de notre prochain groupe d'experts prennent place à l'avant.

• (1450)

(Pause)

• (1455)

Le président: Messieurs, je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui.

Monsieur le maire Wilson, je sais que vous venez tout juste d'arriver. Monsieur Middleton, je ne sais pas si vous étiez présent dans la salle durant la première séance que nous avons tenue, mais je vais supposer que vous venez tous deux de vous joindre à nous et je vais résumer à votre intention quelques points relatifs aux procédures.

Ces audiences font partie d'un processus exhaustif et continu de consultation lancé par l'honorable Judy Foote, ministre responsable de Postes Canada. La première phase du processus de consultation

visait la mise sur pied du groupe de travail, dont le mandat était d'étudier la viabilité de Postes Canada.

Cet examen a été réalisé. Le groupe de travail a publié un rapport. Nous avons étudié le rapport et interrogé les membres du groupe de travail à son sujet, mais la deuxième phase du processus est la raison de notre présence ici aujourd'hui. Il s'agit d'une consultation pancanadienne auprès des organismes, des individus, des municipalités et d'autres parties concernant l'avenir de Postes Canada, et plus spécifiquement pour recueillir les points de vue que des gens comme vous peuvent entretenir sur ce que devrait être l'avenir de Postes Canada.

Nous allons vous demander à tous les deux, le moment venu, de faire une brève déclaration préliminaire qui, espérons-le, ne durera pas plus de cinq minutes. Par la suite, les membres de notre Comité poseront une série de questions et vous pourrez y répondre. Je rassure toujours les intervenants en leur disant que même s'ils ne disposent pas de suffisamment de temps, en cinq minutes, pour nous communiquer toute l'information nécessaire, je sais que le processus de questions et réponses induira énormément d'information que vous pourriez avoir et que vous pourriez souhaiter faire parvenir à notre Comité.

Ceci étant dit, monsieur le maire Wilson, votre nom figure en premier sur la liste des intervenants et je vous invite à prononcer votre déclaration préliminaire. Veuillez prendre cinq minutes, ou moins.

• (1500)

M. Greg Wilson (maire, Ville de Dryden) : Bien sûr, je peux le faire en moins de temps, et comme mon nom commence par « W », je n'ai pas l'habitude d'être le premier.

Je ne fais que suivre le script, et ce qui suit constitue ma propre opinion. Le temps n'a pas permis au conseil, dans son ensemble, de préparer une réponse officielle. Je voulais simplement le souligner.

Je tiens à féliciter le groupe de travail concernant son document de travail exhaustif, « Postes Canada à l'ère du numérique ». Ce document est bien équilibré et reflète vraiment la position de tous les intervenants. Je pense qu'il a vraiment été bien fait.

Mon commentaire est fondé sur la conviction que, indépendamment de l'ingérence politique dans les efforts de planification stratégique des 2 500 membres de la direction et de l'équipe de gestion employés à Postes Canada, ce groupe de travail est vraiment déterminé à réaliser une étude juste et équilibrée selon le principe de « services de qualité qui répondent aux besoins de la population canadienne, et ce, à un prix raisonnable et d'une manière financièrement autosuffisante ». Je m'appuie sur cette hypothèse, et je comprends votre situation financière. C'est une question difficile.

De façon générale, les Canadiens reconnaissent que le volume de courrier diminue depuis un certain temps. Dans une moindre mesure, les Canadiens comprennent que Postes Canada fait face à des pressions financières qui menacent sa viabilité à long terme. Cela est à la page 33 sous la rubrique « Reconnaissance des pressions systémiques ».

Si l'on considère vos prévisions prudentes en ce qui a trait aux pertes annuelles pour 2026 qui s'élèvent à 721 millions de dollars comparativement à 63 millions de dollars cette année, vous suivez vraiment les traces du United States Postal Service, qui perd régulièrement environ 5 milliards de dollars par année.

Bien que la difficile tâche consistant à développer et à perfectionner la technologie et les processus tactiques utilisés pour simplifier la collecte, le tri, la distribution et le suivi du courrier soit en grande partie terminée dans l'industrie, une chose qui n'a pas changé est le fait que le bureau de poste n'a qu'une seule chose à faire, et c'est de livrer le courrier chaque jour. C'est un travail laborieux, j'en suis sûr.

De plus en plus de Canadiens reconnaissent que le système n'est pas viable dans sa forme actuelle, mais nous hésitons à faire des changements parce que nos habitudes sont bien ancrées. Des changements n'ont été apportés au hockey canadien après 1972 que parce que la ligue a été contrainte de le faire, pour ceux d'entre vous qui sont assez vieux pour s'en souvenir. Avons-nous la volonté politique de faire ce qu'il faut, en 2016, pour protéger et stabiliser le service canadien des postes à long terme?

Les solutions de fortune n'ont pas fonctionné ici ni dans le reste du monde au cours des dernières décennies. J'espère que vous allez adopter un ensemble de solutions plutôt qu'une seule. Par exemple, premièrement, ne faites pas ce que fait le gouvernement américain. Ils fournissent des fonds de sauvetage à tout bout de champ, ce qui ne sert qu'à prolonger l'agonie. J'ai remarqué que Postes Canada avait reporté 1,4 milliard de dollars en paiements de solvabilité liés au financement du régime de retraite en 2015.

Deuxièmement, ne soyez pas tenté d'offrir de nouveaux services publics avec votre main-d'oeuvre qui est coûteuse et non concurrentielle, comme mentionné dans votre document de travail.

Troisièmement, adoptez, au cours des prochaines années, les boîtes postales communautaires et un modèle de franchise dans des bureaux de poste de la Société à volume élevé.

Quatrièmement, mettez en oeuvre une approche de distribution du courrier un jour sur deux, ajoutez une journée ou deux au délai de livraison normal d'une lettre dans tout le pays, et demandez un tarif plus élevé aux personnes qui souhaitent un service plus rapide.

Cinquièmement, adoptez d'autres stratégies de marketing et de publicité comme ce que vous proposez dans votre document. Je suis sûr que vous n'attendez pas que quelqu'un vous donne le feu vert avant de prendre des mesures logiques. De plus, faites la promotion des avantages stratégiques qu'offre Postes Canada, par rapport aux courtiers en douane, auprès des expéditeurs transfrontaliers et internationaux.

Maintenant, en ce qui concerne la petite ville de Dryden, ma principale obligation est envers les citoyens de Dryden, bien sûr, en particulier ceux qui seraient touchés négativement par toute réduction de services par rapport au modèle actuel. Voici une suggestion sur la façon de répondre aux besoins postaux de toutes les villes canadiennes d'une manière financièrement autosuffisante, et il ne s'agit que de deux points et de trois sous-alinéas; ce sera donc très court.

Créez un modèle fondé sur les 80 % ou 90 % des Canadiens... je ne connais pas les chiffres exacts; vous pourriez réaliser un sondage ou une étude en bonne et due forme... qui peuvent se rendre, en marchant ou en conduisant, à une boîte postale communautaire. Ceux qui ont des problèmes de mobilité devraient recevoir leur courrier à domicile gratuitement ou moyennant un certain prix, selon la volonté politique du Parlement. Si une somme est exigée, les retraités et les personnes à faible revenu auraient droit à un crédit d'impôt sur le revenu. La distribution du courrier à domicile se ferait un jour sur deux.

J'aimerais simplement souligner que je ramasse mon courrier dans une boîte postale communautaire. C'est l'occasion de socialiser si

j'en ai envie, et mon courrier est également mieux protégé de cette façon si je suis absent pendant quelques jours. Les gens peuvent voler n'importe quoi, s'ils le veulent, mais c'est beaucoup plus difficile quand c'est dans une boîte verrouillée.

• (1505)

Les coûts fixes demeureront élevés pendant des années en raison de l'inflexibilité des contrats, ce qui signifie que vous devez aborder ces questions immédiatement. Mes suggestions ne vous permettront probablement pas d'atteindre le seuil de la rentabilité, mais elles contribueront grandement à rendre les déficits et la dette totale plus faciles à gérer.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Chef Bull, bienvenue.

Chef Clifford Bull (chef, Première nation du Lac Seul): Merci.

Le président: Je sais que vous venez de manquer mes remarques liminaires de quelques minutes. Nous demandons aux trois témoins de faire une déclaration préliminaire en cinq minutes ou moins, puis nous passerons à une période de questions auxquelles répondront tous les membres de notre Comité.

Le suivant sur ma liste est M. Middleton, en cinq minutes ou moins.

M. Sandy Middleton (maire adjoint, Municipalité de Red Lake) : Je vous remercie de me recevoir. Chef Bull, bienvenue, et Andrew aussi.

Un des problèmes, bien sûr, lorsqu'on suit un autre politicien, est qu'il dit généralement ce que vous vouliez dire.

Des voix: Oh, oh!

M. Sandy Middleton: Je viens de Red Lake, en Ontario. Elle compte cinq petits lotissements urbains: Red Lake, Balmertown, Madsen, Cochenour et McKenzie Island. Chacun d'eux est nettement différent des autres.

Au milieu de Madsen, il y a un petit bureau de poste. Il se trouve à environ huit ou 10 kilomètres de Red Lake. Red Lake est le plus grand des cinq lotissements urbains et un bureau de poste est situé sur sa rue principale. Balmertown est situé à environ 11 kilomètres de Red Lake dans la direction opposée de Madsen et il y a un bureau de poste plus petit sur sa rue principale. Il dessert Cochenour et McKenzie Island au moyen de boîtes postales multiples. Le courrier est trié à Balmertown, puis il est acheminé par camion vers des boîtes postales à Cochenour. Les gens de McKenzie Island traversent soit dans leur propre bateau soit par un petit traversier de passagers, que nous exploitons, puis ils marchent jusqu'à la boîte postale pour récupérer leur courrier s'ils ne possèdent pas de véhicule sur la côte. En hiver, ils peuvent traverser en voiture sur une route de glace. En période de gel ou de dégel, ils n'ont pas accès au service, bien entendu, ce qui veut dire environ deux semaines au printemps et deux semaines à l'automne.

Nous desservons également des secteurs non constitués autour de notre municipalité, qui peuvent s'étendre sur une distance de 30 ou 40 kilomètres à partir de la ville principale. Il y a plusieurs personnes qui vivent autour de petits lacs et dans des camps touristiques ou quelque chose du genre, et qui y demeurent toute l'année. Nous desservons une région assez vaste.

Je sais que c'est un genre de cliché, mais Postes Canada fait partie du tissu social du Canada. Je ne pense pas que bien des gens voudraient voir Postes Canada disparaître.

Je me suis dit en venant ici que Postes Canada ressemble beaucoup aux municipalités d'une certaine façon, du fait que chaque année elle prépare un budget. Ces budgets, bien sûr, sont de vraies parties de plaisir. En tant que municipalité, nous avons habituellement deux ou trois options: augmenter les taxes, couper dans les services, ou une combinaison des deux. Je suis pas mal certain que nous ne verrons pas arriver 1 000 personnes pour construire des maisons à Red Lake prochainement.

Je suppose que vous êtes confrontés aux mêmes problèmes. Le problème, bien entendu, c'est que personne ne veut que vous augmentiez les taxes ou que vous coupiez dans les services; quelqu'un doit donc jouer le rôle du méchant. Une fois que vous êtes le méchant, vous le demeurez pour le reste de votre vie; il faut donc se faire à l'idée, serrer les dents, et faire ce qui doit être fait.

Il est évident que Postes Canada, comme toute autre grande entreprise dans sa situation, ne peut pas continuer comme elle le fait et espérer faire de l'argent. Il faut apporter des changements. Je suis sûr que dans leur for intérieur, la plupart des Canadiens le savent, et la plupart des Canadiens veulent garder Postes Canada.

Nous avons eu de la difficulté, dans notre communauté, à trouver quelqu'un pour acheminer le courrier de Balmertown jusqu'aux boîtes postales communautaires à l'année. Le problème est maintenant résolu, mais je suis sûr qu'un jour, il surviendra à nouveau. Comme je l'ai dit, c'est maintenant réglé, mais si ça ne l'était pas, alors les habitants de l'île et de Cochenour devraient parcourir huit kilomètres jusqu'à Balmertown pour ramasser leur courrier. Parfois, les gens de notre communauté ne sont pas vraiment satisfaits de Postes Canada, mais savez-vous? Ils finissent par l'accepter, comme ils le font toujours. Dans les petites villes canadiennes, les gens sont très résilients. Ils prennent ce qu'on leur donne et ils sont bien contents de l'avoir.

Je crois qu'à un moment donné au Canada... et Drew ou l'un des autres témoins qui ont parlé avant moi y a peut-être fait allusion... nous avons créé un système postal à deux vitesses. Cela posera problème à l'avenir, parce que les gens de Toronto ont l'habitude d'un niveau de service bien différent du nôtre. Nous sommes heureux de ce que nous avons. Il y a certainement place à l'amélioration, mais rien qui amènerait quelqu'un à se jeter dans le lac, disons.

Merci de nous avoir invités.

• (1510)

Le président : Merci beaucoup.

Je sais, monsieur Middleton, que vous aviez formulé plusieurs autres commentaires dans vos remarques liminaires. Ils font partie de notre compte rendu ici. Nous allons certainement les inclure durant nos délibérations.

Chef Bull, pouvez-vous formuler vos commentaires en cinq minutes ou moins, s'il vous plaît?

Chef Clifford Bull: Merci.

Je parlerai un peu de la communauté elle-même. Il y a 3 400 personnes sur le registre de la bande, dont, je dirais, mille vivent dans la réserve et les deux tiers vivent à l'extérieur de la réserve et sont assez dispersées dans la région.

Nous recevons le courrier seulement une fois par semaine; donc, il nous est acheminé quatre fois par mois, généralement par l'entremise d'une entreprise de service aérien. Nous vivons en région semi-éloignée. Auparavant, la Compagnie de la Baie d'Hudson gérait notre bureau de poste. Puis, lorsque nous avons eu accès à la communauté dans les années quatre-vingt, je suppose, nous avons

accès, et par la suite les gens ont commencé à se déplacer et à obtenir les services en ville. Ils allaient faire des courses en ville. Avant cela, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait le monopole des épiceries et autres commerces, mais plusieurs personnes qui avaient accès aux routes pouvaient se rendre en ville. Ils avaient même une boîte postale en ville. Hudson est la ville la plus proche.

Frenchman's Head est situé de l'autre côté du lac par rapport à Hudson et son code postal est le POV 1X0; une bonne partie de mon courrier d'affaires arrive à Hudson où nous le ramassons. C'est à 10 minutes en voiture. Il y a trois localités au Nord, Canoe River, Whitefish Bay, où je vis, et Kejick Bay, qui reçoivent leur courrier une fois par semaine par l'entremise de cette entreprise.

Maintenant que nous avons accès par la route, ils conduisent pour transporter le courrier jusque dans ce petit bureau où ils mettent le courrier dans chaque petit... et vous allez le ramasser. C'est ouvert quatre fois par semaine. C'est ouvert pendant trois heures les lundi, mardi et jeudi; le jour du courrier, c'est ouvert pendant six heures. Nous recevons 24 000 \$ par année de Postes Canada pour gérer et exploiter cette installation.

Il n'y a pas d'argent sur les lieux. Il n'y a pas non plus de mandats bancaires et ce genre de choses. Nous n'offrons pas ce service. Nous l'offrions avant, mais il y a eu des irrégularités, des fraudes et des vols dans les années 1970, donc ce service nous a été retiré. Maintenant, plusieurs personnes utilisent le service d'envoi contre remboursement et paient directement; il n'y a pas d'argent conservé sur les lieux.

J'ai parlé à la personne qui travaille au bureau de poste ce matin et elle aimerait bien avoir une augmentation de salaire. Elle gagne 15 \$ l'heure et travaille environ 15 heures par semaine multipliées par deux semaines; elle est donc payée pour 30 heures toutes les deux semaines, ce qui est très peu. Elle aimerait avoir une augmentation et souhaiterait que le courrier soit distribué peut-être deux ou trois fois par semaine. Je pense qu'elle n'est pas vraiment pour les boîtes postales non plus. Certains essaieraient de les forcer et peut-être que d'autres perdraient leurs clés et elles seraient endommagées. Il n'est pas possible de faire ramasser le courrier par un tiers. Si vous recevez un chèque ordinaire ou un chèque de pension, vous devez le ramasser vous-même.

Je vais en rester là et m'interrompre ici pour le moment.

• (1515)

Le président: Merci beaucoup, chef.

Merci à tous d'être ici.

Nous allons commencer par une série de questions et de réponses, pour une période de sept minutes. Notre premier intervenant sera M. Whalen.

M. Nick Whalen: Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être venus. Il est intéressant d'entendre différents points de vue.

Le premier groupe avait des points de vue différents des vôtres, et il est intéressant d'entendre un représentant d'une Première Nation nous dire ce à quoi ressemblent les niveaux de services là-bas. Il semble qu'ils soient relativement limités, mais pour des raisons évidentes.

Sur la question du recours à Postes Canada pour fournir des emplois de bonne qualité et de classe moyenne au sein de communautés à travers le pays, il semble que sur la réserve, il ne s'agisse pas du tout d'un emploi de classe moyenne; il s'agit plutôt d'un emploi très peu rémunérateur qui offre un salaire hebdomadaire de 225 \$. Il semble que le budget d'exploitation soit très limité, peut-être même par rapport à ceux d'autres petits bureaux de poste ruraux du pays.

Chef Clifford Bull: En fait, je voulais examiner le processus d'attribution de marché et de soumission pour celui-ci. Cet entrepreneur en particulier a ce contrat depuis des décennies. Si nous parvenions à l'obtenir, cela permettrait d'augmenter... peut-être le maître de poste pourrait-il aller chercher le courrier à Hudson et l'amener à Lac Seul, après quoi nous pourrions tout faire d'un seul coup, plutôt qu'au coup par coup.

M. Nick Whalen: C'est excellent.

Monsieur Middleton, vous évoquez la nécessité de serrer les dents dans la mesure où il se pourrait que nous ayons à prendre des décisions difficiles, comme réduire la fréquence de livraison du courrier et livrer celui-ci un jour sur deux, à titre d'exemple. Seriez-vous en faveur d'une telle solution?

M. Sandy Middleton: Je le serais certainement. À titre d'information, j'avance ceci alors que mon beau-frère et que mon neveu sont tous deux facteurs. Nous avons eu des discussions plutôt houleuses sur cette question.

Voix: Oh, oh!

M. Nick Whalen: Je peux très bien l'imaginer.

Selon vous, combien de personnes travaillent dans le domaine du courrier dans vos municipalités?

M. Sandy Middleton: Dans nos municipalités, je pense qu'il y en a huit. Nous n'offrons actuellement pas de livraison porte-à-porte. Tout le courrier est ramassé au bureau de poste.

M. Nick Whalen: Au total, combien de gens vivent dans vos municipalités?

M. Sandy Middleton: Au total, on en dénombre un peu moins que 5 000.

M. Nick Whalen: Donc, comme il y en a un peu moins de 5 000, cela représente une proportion plutôt petite de la main-d'œuvre — de l'ordre de 2 %, environ — mais qui ne demeure cependant pas négligeable.

M. Sandy Middleton: L'autre aspect dont il faut se rappeler est que dans une petite communauté — et c'est probablement la même chose à Dryden — les gens qui travaillent à ce bureau de poste sont également vos amis et vos voisins. La situation n'est pas tellement différente de celle qu'a évoquée Drew. Il me faut au moins une demi-heure pour aller au bureau de poste et y ramasser une lettre.

M. Nick Whalen: Très bien.

Nous avons entendu le point de vue des entreprises qui aimeraient voir le service s'étendre du fait qu'elles voudraient être en mesure de joindre leurs clients de la façon dont ceux-ci s'attendent à ce qu'on les joigne. S'il se peut que les clients ne reçoivent pas de courrier tous les jours et que cela ne les dérange pas, si l'on examine la question du délai entre le moment où vous commandez un colis, par exemple, et celui où vous le recevez, pensez-vous que celui-ci serait divisé de moitié ou multiplié par deux?

• (1520)

M. Sandy Middleton: Encore une fois, je soupçonne que lorsque vous faites référence à la « moitié », vous pensez plutôt à la

livraison. Cela n'a aucune incidence sur nous puisque nous allons chercher notre courrier au bureau de poste.

Nous recevons, dans notre boîte aux lettres, une petite carte qui nous indique que nous avons reçu un colis; nous nous adressons à une gentille dame qui travaille au comptoir et elle va chercher le colis pour nous. En ce qui concerne la livraison, j'en reçois très peu, mais je peux toujours savoir quand mon épouse n'a pas bien dormi puisque lorsque je me réveille le matin, elle écoute la chaîne de téléachat et généralement, environ quatre jours plus tard, je reçois un colis par le courrier, ce qui signifie que, selon moi, ils sont plutôt rapides.

Voix: Oh, oh!

M. Sandy Middleton: Dans le cas des entreprises, il se peut que la situation soit différente. Elles pourraient avoir besoin de quelque chose le lendemain, mais cela n'est pas toujours possible.

M. Nick Whalen: Très bien, je comprends.

À présent, pour rectifier dans une certaine mesure le point de vue de M. Wilson, il faut préciser que nous ne sommes pas le groupe de travail. Nous sommes le comité parlementaire de qui relève le groupe de travail. Le groupe de travail s'est vu confier un mandat plus limité quant à la nature du travail qui lui incombait. Si le groupe s'est penché sur Postes Canada du point de vue de l'autosuffisance, nous sommes ouverts à envisager d'autres situations.

Je veux simplement confirmer que selon vous, nous devrions emprunter cette voie: nous ne devrions pas augmenter les niveaux de service ni les impôts, et nous devrions trouver une façon de contrecarrer la perte annuelle de 190 millions d'articles de courrier, peu importe le chiffre précis. Tous les ans, nous devrions amputer de 190 millions le budget affecté au courrier et si survient une augmentation de 90 millions du nombre de colis, cela déterminera les limites de notre croissance. Est-ce exact?

M. Greg Wilson: Oui. Il me semble évident que dans sa forme actuelle, le système n'est pas viable. Il doit changer. Lorsque l'on est confronté à un coût de livraison élevé et qu'il est impossible de faire concurrence de manière viable, quelque chose doit changer. Il faut changer quelque chose. Il faut soit augmenter les ventes soit réduire ces coûts, n'est-ce pas?

L'étude a démontré que le coût de livraison du courrier pourrait être nettement moins élevé et tel n'est pas le cas. Je pense que c'est pour des raisons politiques. Il s'agit là d'une question à l'égard de laquelle quelqu'un doit prendre position et dire: « Écoutez, nous ne pouvons continuer de cette façon. »

M. Nick Whalen: D'accord.

Je suppose que vous parlez du coût de la main-d'œuvre. Nous examinons cela d'un point de vue qui explique en quoi ces 60 000 emplois sont de bons emplois de la classe moyenne. Ces employés peuvent envoyer leurs enfants à l'université, acheter une maison et conduire des voitures. Ils peuvent faire tout cela et participer à l'économie de manière normale. Si nous disons que leurs communautés perdront ces emplois, quelles seront les répercussions sur le tissu économique local qui reste? Je trouve surprenant que les maires de ces petites localités disent: « Coupez ces emplois. Ma communauté n'en veut pas. » C'est cela que je ne comprends pas.

M. Greg Wilson: C'est votre formulation. Ce que j'ai dit... désolé.

M. Nick Whalen: Je souhaite entendre votre réponse.

M. Greg Wilson: La responsabilité du bureau de poste est de livrer le courrier. Notre inquiétude est que nous le recevions, ce courrier. Notre préoccupation, à titre de maires et de dirigeants de nos communautés, est de veiller à ce que ceux qui n'ont pas accès au courrier, d'une manière qui n'est pas standard, qui dévie de la norme avec laquelle nous vivons, soient pris en charge. C'est notre inquiétude principale. Il s'agit des personnes âgées et d'autres. Notre population vieillit à Dryden, avec une moyenne d'âge plus élevée que dans la majorité des communautés. L'écart n'est pas élevé, je pense qu'il s'agit de quatre ou de cinq ans, mais ces gens auront des problèmes de mobilité. Nous devons en tenir compte. Vous pouvez couper 650 millions de dollars du modèle de livraison et la population recevrait encore son courrier. Ceux qui ne peuvent pas, ceux qui n'ont pas la capacité de réellement...

M. Nick Whalen: Je suis désolé; je crois que ce que le groupe de travail dit, c'est que nous pouvons couper une tranche supplémentaire de 320 millions de dollars, et c'est la partie supérieure, si nous convertissons tout le reste de la livraison à domicile à l'échelle du pays à...

Le président: Nous allons devoir clore cette portion de la discussion.

Avec un peu de chance, monsieur le maire Wilson, vous aurez l'occasion de développer davantage vos réponses au cours de la prochaine intervention.

Nous passons maintenant à M. McCauley pour les sept prochaines minutes.

M. Kelly McCauley: Messieurs, je suis heureux d'être ici. Je vous remercie de vous être rendus disponibles. Je suis reconnaissant de tout ce que vous avez dit. Malheureusement, je ne crois pas que votre réalité reflète les propos que certains de mes collègues essaient d'établir ici.

Je suppose que vous faites des affaires. Puis-je vous demander ce que vous faites?

• (1525)

M. Greg Wilson: Être maire ne rapporte pas beaucoup, alors j'ai un autre emploi. Je ne sais plus lequel de ces emplois est un emploi de jour ou de soir. Nous avons une entreprise de papeterie et une autre de meubles et d'équipement. Nous sommes aussi loin que Timmins et nous sommes établis au Manitoba.

M. Kelly McCauley: Avez-vous des boîtes postales communautaires à Dryden à l'heure actuelle?

M. Greg Wilson: Oui.

M. Kelly McCauley: En connaissez-vous la répartition générale?

M. Greg Wilson: Non.

M. Kelly McCauley: D'accord.

Monsieur Middleton, les vôtres sont exclusivement dans un bureau de poste. Sont-elles celles de la société, ou en avez-vous dans une pharmacie ou ailleurs?

M. Sandy Middleton: Non, les nôtres sont strictement celles de la société et les boîtes postales sont à Cochenour et à McKenzie Island, deux petites communautés.

M. Kelly McCauley: Est-ce seulement McKenzie Island qui n'est pas accessible à l'année?

M. Sandy Middleton: Oui.

M. Kelly McCauley: Chef Bull, je vous remercie de vous joindre à nous.

Vous avez mentionné la construction d'une route. Les différentes collectivités que vous avez mentionnées, telles que Whitefish Bay et Canoe River, sont-elles maintenant accessibles à l'année?

Chef Clifford Bull: Seulement Canoe River. Auparavant, beaucoup de gens y vivaient, mais maintenant il n'y a que deux personnes qui y vivent. Toutefois, les trois autres collectivités ont toutes un accès routier. Ce que nous avons découvert, c'est que beaucoup de gens d'une collectivité nordique qui reçoivent une seule livraison le mercredi, se rendent à Hudson qui est à une demi-heure de route, et ont obtenu l'installation de boîtes postales là-bas. Cela augmente leur service de livraison par la poste.

M. Kelly McCauley: C'est étonnant que plus nous nous déplaçons, surtout en région rurale... Vous avez mentionné que le niveau de service à Toronto par rapport à ailleurs est très différent. C'est la même chose dans plusieurs régions rurales de l'Alberta. Je ne veux pas dire que les gens de ces régions se contentent de moins, mais ils acceptent moins que les municipalités plus importantes, et c'est très vrai dans le cas des services de santé et pour beaucoup d'autres choses. Il devient de plus en plus évident que nous devons voir cela comme deux questions distinctes dont nous devons nous occuper. Il y a la question des régions rurales et celle des villes.

Je veux faire un suivi par rapport à ce que vous dites. L'argent est limité et nous nous rendons au point où... Le rapport indique une perte de 0,75 milliard de dollars en neuf ans, et ce sera épongé par des impôts plus élevés ou par — nous sommes lâches — d'autres sources. J'aimerais entendre les commentaires de chacun de vous sur ce que vous considérez une priorité pour votre communauté. Faut-il couper dans d'autres secteurs sociaux ou changer notre manière de distribuer le courrier?

Cela reviendra à 0,75 milliard de dollars par an à l'échelle du Canada, ce qui correspond à beaucoup de soins palliatifs, à des transferts en soins de santé, à des routes ou alors, à maintenir un service postal diminué auquel nous n'avons pas le courage de nous attaquer. J'aimerais entendre ce qui compte le plus pour vos communautés.

M. Greg Wilson: Je pense que, sous l'angle des affaires, il faut regarder cela pour que chacun y trouve son compte. Si le gouvernement estime qu'il veut subventionner le service à un niveau plus élevé que ce qu'il produit en revenu, c'est son choix, bien sûr, mais je persiste à penser que la population peut continuer à recevoir du courrier en réduisant les coûts de manière significative.

Je regarde la conversion des boîtes postales communautaires et je vois des économies de 400 millions de dollars. En passant à des franchises, nous économiserions 177 millions de dollars, en livrant un jour sur deux, 74 millions de dollars et ainsi de suite. C'est de là que vient le chiffre de 650 millions de dollars. Ce qu'il faut soustraire de ce montant, c'est le coût de livraison de la poste au domicile des personnes qui ne peuvent pas sortir. Je pense qu'il faut ajouter cela.

M. Kelly McCauley: Non, vous avez raison. Il faut s'occuper des personnes vulnérables. Il faut établir un équilibre avec les autres coûts, mais cela doit aussi demeurer une priorité.

Monsieur, pouvez-vous me dire de combien de temps je dispose?

Le président: Vous avez environ deux minutes et demie.

M. Kelly McCauley: Monsieur, il y a environ huit postiers qui travaillent dans votre circonscription?

M. Sandy Middleton: Oui.

M. Kelly McCauley: Monsieur Wilson, avez-vous une idée du nombre dans la vôtre?

M. Greg Wilson: Je ne suis pas certain.

M. Kelly McCauley: Non. D'accord.

Sur le plan des affaires, nous avons discuté du désir profond que les gens ont d'avoir accès à plus de services. Nous en voulons tous davantage. Croyez-vous qu'il y ait un appétit pour cela? Oui, donnez-nous en plus, mais en passant, nous devons payer davantage.

Nous avons entendu l'histoire de plusieurs groupes de gens intéressés qui ont dit: « Ce serait formidable de prendre de l'expansion. Cela ne coûtera pas un sou ». Nous savons que c'est impossible.

M. Sandy Middleton: Non.

M. Kelly McCauley: Y a-t-il une volonté d'avoir ces services, et en passant, nous en paierons le prix, ou reconnaissons-nous qu'avec des ressources limitées, nous préférons les consacrer à d'autres besoins, qu'il s'agisse de routes, de meilleures opérations de compensation ou d'accès amélioré aux boîtes postales communautaires?

•(1530)

M. Greg Wilson: Lorsque le rapport fait référence à, disons, des services bancaires postaux par exemple, est-ce que c'est à cela que vous... ?

M. Kelly McCauley: Je parlais en général.

M. Greg Wilson: Je pense que le service peut s'en tenir à ses compétences de base en matière de livraison du courrier et mettre l'accent là-dessus au lieu de tenter de prendre de l'expansion, ce serait probablement l'approche la plus prudente. Les coûts de main-d'oeuvre sont tellement élevés, comparés à beaucoup d'autres... Je n'ai pas réalisé ce que les charges en pensions et en salaires coûtent au gouvernement.

M. Kelly McCauley: C'est bien que ces chiffres soient disponibles, mais la réalité c'est qu'un emploi de fonctionnaire prend de l'argent dans la poche de l'un pour le mettre dans la poche de l'autre. Ce serait formidable si tout le monde pouvait être un postier à salaire élevé, mais quelqu'un doit payer ce salaire. La création d'un poste signifie que quelques autres postes ont été supprimés ailleurs.

Merci de nous avoir consacré une partie de votre temps. C'était divertissant. Chef Bull, je vous remercie de vous être joint à nous.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant la parole à M. Weir pour les sept prochaines minutes.

M. Erin Weir: Merci.

Une des inquiétudes qui a été formulée dans le groupe de témoins précédent concerne la centralisation du tri du courrier par Postes Canada et l'effet sur la réduction de la qualité du service. Je me demande si vous pouvez nous en parler par rapport à vos communautés.

M. Sandy Middleton: Dans nos communautés, ils ont transféré le tri récemment à Thunder Bay et probablement chez vous aussi. Je pense que toutes nos communautés, dans le nord-ouest, ont été dirigées vers Thunder Bay parce que quelqu'un a acheté de l'équipement sophistiqué et qu'il a fallu en justifier l'achat.

Dans mon mémoire, il était indiqué que la livraison prendrait trois jours, mais lorsque je suis retourné pour vérifier, nous nous sommes fait dire que nous continuerions à avoir une livraison en deux jours. À titre de municipalité, nous avons envoyé quatre ou cinq envois postaux différents, à des moments différents et dans des enveloppes

de formats différents. Nous avons fait un suivi pour voir en combien de temps les lettres seraient livrées. Deux jours n'étaient certainement pas la norme.

Je pense que nous en avons reçu une deux jours plus tard. Environ 30 % des lettres sont arrivées trois jours plus tard, mais la livraison a pris entre huit et neuf jours pour les autres. Lorsque le tri était fait localement, nous recevions le courrier en deux jours.

Penser que vous pouvez mettre du courrier dans un camion à 15 heures, conduire jusqu'à Thunder Bay — environ sept heures de route — le trier et le livrer dans les boîtes postales le jour suivant à Red Lake en Ontario, est un peu exagéré. Nous n'avons pas eu une bonne expérience.

Chef Clifford Bull: Lorsque j'ai parlé au maître de poste à temps partiel, elle m'a mentionné que les locaux où est situé le bureau de poste présentent des inconvénients. Ils doivent apporter tous les colis postaux et les sacs lourds en haut de l'escalier jusqu'au petit cubicule où ils distribuent le courrier. Je pense que nous pouvons nous occuper de cet aspect. Les dirigeants pourraient trouver un local plus convenable, parce que les personnes âgées doivent monter ces marches, ramasser leurs colis, puis redescendre, ce qui n'est pas facile pour eux.

Je ne peux pas faire de commentaire sur le volet des colis et tout. Je n'ai pas de commentaire à faire là-dessus.

M. Greg Wilson: Je n'ai aucun commentaire particulier.

M. Erin Weir: D'accord.

Je veux revenir à toute la question des services bancaires postaux. Il est évident que c'est une des options qui est prise en considération pour revitaliser Postes Canada. Je pense que l'idée derrière cela est que Postes Canada possède son réseau de bureaux partout au pays et qu'elle a une présence même dans les plus petites communautés qui ont été abandonnées par les grandes banques.

Lorsque vous regardez les autres pays, vous voyez que leurs bureaux de poste offrent des services bancaires. Cela semble produire beaucoup de revenus pour leurs systèmes postaux.

Je pense que je sais où vous voulez en venir, monsieur Wilson, mais je vais demander aux deux autres témoins de nous dire s'ils pensent que cette idée vaut la peine d'être poursuivie.

Chef Clifford Bull: J'ai reçu une lettre une fois de la Régie des alcools. Ils voulaient mettre sur pied un programme où ils pourraient livrer de l'alcool directement dans la réserve, comme si j'avais besoin de m'occuper de plus de problèmes sociaux. Pour moi, c'était comme de la contrebande.

C'est une chose à laquelle la Régie des alcools de l'Ontario a pensé, j'imagine, pour stimuler les affaires. J'étais totalement contre l'idée.

•(1535)

M. Sandy Middleton: Si vous vivez dans une communauté où se trouvent deux banques, la venue d'une troisième vous aiderait-elle? Probablement pas, mais ce ne serait pas le cas si vous viviez dans une région où il n'y a rien. Depuis toujours, la population de Ear Falls n'a pas eu accès à une banque. Ils étaient à 45 milles de la plus proche. Les gens devaient rouler jusqu'à Red Lake pour leurs services financiers.

Je pense que les services financiers postaux seraient très avantageux ici, s'ils fonctionnaient comme une exploitation rentable et non à perte.

M. Erin Weir: Merci.

Monsieur Wison, avez-vous d'autres commentaires sur le sujet des services financiers postaux?

M. Greg Wilson: J'ai souligné un certain nombre de choses à ce sujet. Quelques pays les ont adoptés, notamment le Japon, la Corée du Sud, la Chine, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Inde.

J'ai pensé que cela donnait un éclairage intéressant sur le sujet:

... en novembre 2015, le Japon a cédé 11 % de sa participation dans son service postal, qui abrite la plus grande banque du pays sur le plan des dépôts et son assureur le plus important. Les opérations tentaculaires étaient devenues le symbole de l'inefficacité et du favoritisme du gouvernement.

L'article tentait d'être équilibré. Il disait:

La réputation des services financiers postaux fait penser à un compromis. Les banques postales gérées par le gouvernement sont efficaces pour rejoindre la population des régions rurales et celle qui est mal servie,

— ce que Sandy affirmait —,

mais elles peuvent également servir à diriger l'épargne vers les placements dont les objectifs sont plus politiques que profitables.

C'est probablement ma plus grande inquiétude.

Les opposants aux services financiers postaux disent que l'arrivée de la lourde bureaucratie des postes dans les services financiers peut être un désastre qui étouffera les entreprises en démarrage qui tentent d'adapter la technologie mobile et les nouveaux outils de données pour la mettre au service de ceux qui sont sans services bancaires.

Il y a des pour et des contre, mais je peux voir que les modèles communautaires intégrés, qui sont peut-être ce que vous suggérez, pourraient fonctionner dans certaines communautés.

M. Erin Weir: Ce sont vraiment des modèles différents. L'un pourrait être de vrais services financiers de base, comme encaisser un chèque et ce genre de choses. Un autre pourrait être un partenariat de Postes Canada avec les banques ou les coopératives existantes, pour livrer le courrier ainsi. Ça semble juste une manière intéressante de se servir de l'infrastructure de Postes Canada qui peut être vraiment profitable, en particulier en régions rurales ou éloignées.

M. Greg Wilson: Le seul bémol serait les coûts élevés de livraison pour ce service comparés aux frais bancaires actuels.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Ayoub, vous disposez de sept minutes.

[Traduction]

Je m'adresse aux témoins; vous voudrez peut-être vous servir de vos dispositifs de traduction.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Merci, monsieur le président.

Chef Bull, messieurs les maires, je vous remercie d'être parmi nous.

Comme nous vous l'avons déjà mentionné, il s'agit d'une nouvelle approche et d'un nouveau discours passablement différent de ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant.

Je vais essayer d'aller directement au but. Êtes-vous en faveur d'une éventuelle privatisation de Postes Canada?

Monsieur le maire, si vous voulez débiter, je vais vous céder la parole.

[Traduction]

M. Greg Wilson: Que signifie un nom?

Sans faire de farce, il est vraiment difficile de nos jours d'être informé parce que tant de choses ne sont pas claires.

Ce que nous recherchons, c'est l'efficacité, et l'efficacité nous commande de soulever chaque pierre. Je pense que la « privatisation » prend une telle variété de significations pour des personnes différentes que c'en est pratiquement un sujet politique brûlant dont personne ne veut parler.

M. Ramez Ayoub: La privatisation est un mode de pensée d'affaires. Si vous ne souhaitez pas subventionner quelque chose, vous devez le privatiser.

Je m'attends simplement à une réponse brève.

M. Greg Wilson: Bien sûr. Je dirai simplement, que si cette option apportait efficacité et efficience, de manière rentable, tout en offrant un service de haute qualité, je l'adopterais.

M. Sandy Middleton: Comme Mickey Mantle l'a dit à la suite de Casey Stengel, lors des audiences Kefauver, je suis d'accord.

• (1540)

M. Ramez Ayoub: Bon.

Chef Bull.

Chef Clifford Bull: Oui, je suis d'accord. Ça semble la direction que le gouvernement prend maintenant, avec la privatisation d'Hydro-One et d'autres organismes ministériels avec contrepartie.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Merci de l'honnêteté de vos réponses, c'est tout à votre honneur.

Comme politiciens, vous occupez des postes de maire, vous gérez des villes, vous êtes chef d'une communauté autochtone. Il y a quand même un service à rendre à des citoyens et nous devons, globalement, nous en préoccuper. Nous avons parlé des personnes qui sont vulnérables et qui sont à mobilité réduite. Je voulais aller plus en profondeur.

Pour ceux qui ont encore la livraison à domicile, le facteur fait-il encore sa route à pied ou la fait-il en voiture ou en camionnette?

[Traduction]

M. Greg Wilson: Ce que j'ai observé au cours de la décennie où j'ai vécu ici, c'est que les gens marchent.

M. Ramez Ayoub: Ils marchent comme tout le monde, partout.

Chef Clifford Bull: Dans notre communauté, les personnes âgées doivent monter l'escalier, ramasser leur courrier et le rapporter à la maison, ou pour ceux qui sont à la maison et qui ne peuvent...

M. Ramez Ayoub: Vous n'avez pas la livraison à domicile à l'heure actuelle.

Chef Clifford Bull: Nous n'avons pas la livraison à domicile; alors, ils doivent demander à quelqu'un d'autre, un tiers, d'écrire une lettre ou d'aller chercher le courrier.

M. Ramez Ayoub: Ma question s'adressait à l'autre.

[Français]

Cela ne touche pas Postes Canada, mais en même temps, cela touche une certaine partie de la population, les témoins précédents en ont parlé.

Vous devez vous arranger pour payer vos factures même si vous ne les recevez pas. S'il y avait eu une grève à Postes Canada et si vous n'aviez pas reçu vos factures, vous auriez dû les payer comme d'habitude. Les grandes entreprises vous le demandent.

Est-ce que vous avez accès à Internet partout dans la région, ici? Est-ce que vous avez accès à Internet haute vitesse? J'imagine que vous, les membres des Premières Nations, avez plus de difficulté à avoir accès à Internet, mais je ne le sais pas.

[Traduction]

Chef Clifford Bull: Non, nous avons accès à Internet et vous pouvez régler vos factures par Internet, mais les gens doivent apprendre comment le faire. Beaucoup de personnes âgées ne savent pas.

M. Ramez Ayoub: Alors, c'est la même chose pour vous autres.
[Français]

Plusieurs préoccupations qui ont été exprimées à ce comité portaient sur les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de notre tournée aux quatre coins du Canada, nous voulons savoir quel est le service que les Canadiens veulent recevoir de Postes Canada dans l'avenir.

Dans votre situation particulière, dans votre région, qu'amélioriez-vous chez Postes Canada? Qu'est-ce qui, présentement, ne fait pas votre affaire et que vous voudriez que Postes Canada améliore pour avoir de meilleurs services?

Par ailleurs, est-ce que Postes Canada vous a déjà consultés sur les changements ou l'amélioration de services à apporter?

Monsieur le maire, vous pouvez répondre en premier.

[Traduction]

M. Greg Wilson: Je pense que le service de Postes Canada a été excellent, en général excellent. Ma seule inquiétude est le coût de livraison de ce service. J'aurais du mal à trouver où ils pourraient s'améliorer, vraiment. Je pense qu'ils font un bon travail. J'ai entendu des commentaires disant que Postes Canada est très concurrentielle sur le plan des envois à l'étranger, à partir du Canada, qu'il y a peut-être là un marché de niche à exploiter de façon plus agressive. Je n'y vois pas d'inconvénient en fait, et je pense que pour les personnes handicapées et celles qui ont des problèmes de mobilité, la question demeure de préciser qui obtiendrait ce service. Ce serait difficile, mais je pense que cela peut être fait. Une fois que vous faites l'exercice.

M. Ramez Ayoub: Un service sur mesure serait une solution.

M. Greg Wilson: Nous offrons un service de première classe à tout le monde, porte-à-porte, alors que beaucoup de gens n'ont pas nécessairement besoin du service porte-à-porte. La majorité n'en a pas besoin.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Votre situation est vraiment particulière. Le témoignage d'aujourd'hui, je peux vous le garantir, est vraiment très différent de tout ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant en Ontario et même au Québec, où nous sommes allés à Montréal et à Blainville. C'est complètement à l'opposé de bien des endroits que nous avons visités. En français, on dirait que c'est le village gaulois, ici, pour le moment.

Je vous remercie de votre témoignage.

• (1545)

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passerons maintenant aux deux interventions finales, qui dureront cinq minutes chacune. Nous commencerons par M. Brassard.

M. John Brassard: Merci, monsieur le président.

Je suis d'accord avec mon collègue. Le témoignage est différent en presque totalité de ce que nous avons entendu dans le Sud de l'Ontario. J'ai l'impression que le niveau de service offert par Postes Canada est en général satisfaisant.

Toutefois, je dirai, monsieur Middleton, que vous nous avez fait rire autour de cette table, lorsque vous avez dit qu'il n'y avait pas grand-chose qui ferait sauter les gens dans le lac. Je me suis dit que c'était une façon très locale de... En fait, réellement, voici ma question à vous trois. Qu'est-ce qui vous ferait sauter dans le lac, la situation actuelle de Postes Canada ou l'absence de progrès à l'avenir?

Je vais commencer par vous, monsieur Middleton, puis nous passerons aux autres experts du groupe.

M. Sandy Middleton: Je pourrais prendre le risque de parler pour le Nord-Ouest de l'Ontario, mais je m'exprime certainement pour ma communauté. La simple réalité est que si vous vous comportez comme un chien, vous allez trouver un bâton. Quoi que l'on fasse, les gens trouvent toujours quelque chose dont ils peuvent se plaindre.

Je pense que la principale mesure qui aurait une incidence sur nos concitoyens consisterait en une dramatique — et je veux dire dramatique — réduction des heures. Nos heures ont été légèrement réduites dans les petites villes, au cours des ans. Le personnel a fait l'objet de coupures au fil des ans. La situation demeure gérable. Les citoyens reçoivent toujours leur courrier puisqu'il est facile à obtenir: il suffit d'y aller, d'insérer la clé dans la boîte et de l'ouvrir. La seule chose qui gênerait vraiment nos concitoyens serait une restriction dramatique des heures d'ouverture du bureau de poste.

M. John Brassard: Chef Bull, qu'est-ce qui mécontenterait vraiment la population?

Chef Clifford Bull: Pour nous, ce serait sans doute la centralisation de la collecte du courrier et la suppression de la livraison hebdomadaire au sein de la communauté nordique. Si l'on disait à nos concitoyens « à compter d'aujourd'hui, vous devrez aller chercher votre courrier à Hudson, et vous aurez accès », je pense qu'ils seraient vraiment contre cela.

M. John Brassard: Monsieur le maire Wilson, voulez-vous faire un commentaire?

M. Greg Wilson: Je pense que c'est ce qui arriverait si aucun changement ne survenait et si tout se poursuivait comme c'est actuellement le cas ou s'il survenait des changements radicaux comme une privatisation qui serait menée sans ménagement, de sorte que le service serait considérablement réduit.

M. John Brassard: Monsieur le maire Wilson, je pense comprendre — j'ai pris une note plus tôt quand vous parliez — qu'en définitive, vous voulez que le courrier soit livré. Cependant, vous voulez qu'il soit livré de telle sorte que Postes Canada demeure viable dans l'avenir, tout en limitant le plus possible les subventions, de sorte que cette entité puisse devenir autonome.

M. Greg Wilson: Oui, monsieur.

M. John Brassard: Vos collègues sont-ils d'accord avec ce point de vue? Monsieur Middleton, est-ce votre cas? Très bien.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup.

La dernière intervention sera celle de Mme Ratansi.

Vous avez cinq minutes. Merci.

Mme Yasmin Ratansi: Votre présentation semble avoir permis de revenir au point de départ et c'est intéressant. J'ai une question à laquelle il y a une réponse positive et une réponse négative.

Pour l'essentiel, Postes Canada fait partie du tissu du pays. C'est un symbole national qui relie les communautés. Dans votre présentation, vous l'examinez tant à titre d'entreprise qu'à titre de service, ce qui signifie que cette entité doit fournir un service.

Vous avez affirmé qu'il se peut que la politique intervienne dans les décisions. Nous avons écouté de multiples présentations. Dans certains cas, il semble que la politique puisse être à l'origine de problèmes alors que des dépôts sont déplacés de, disons, Windsor à Toronto, de sorte que le courrier est acheminé de Windsor à Toronto pour être envoyé à Winnipeg. Cela n'a aucun sens.

Laisser Pitney Bowes maintenir le prix des timbres à 0,85 \$ alors que Postes Canada réclame 1 \$ — je pense que vous avez entendu la présentation qui a déjà été faite sur cette question. Il n'y a pas d'avantage concurrentiel; c'est la décision de la direction. Nous ne savons pas si la direction tentait de privatiser l'entreprise ou si tel était le mandat que lui avait confié le gouvernement précédent. Nous souhaitons tout simplement aller de l'avant.

Vous avez écouté le groupe de travail; celui-ci a formulé un certain nombre de recommandations. Dans vos communautés se trouvent également des personnes âgées qui auront besoin d'une livraison spéciale, mais vous semblez fonder votre approche sur une prémisse — et je vais faire référence à la question de la viabilité financière — selon laquelle plusieurs personnes nous ont dit que la direction de Postes Canada ne faisait pas preuve de créativité. Il est possible d'adapter des tactiques provenant de différentes parties du monde; ils ne l'ont pas fait. Ils se sont concentrés sur la question de la viabilité financière. J'ai donc consulté leurs états financiers...

Vous êtes maire. Géreriez-vous vos actifs et vos passifs par rapport au maintien en activité ou à la faillite?

• (1550)

M. Greg Wilson: Vous vous adressez à un maire qui a hérité d'une dette de 21 millions de dollars et...

Mme Yasmin Ratansi: Donc, vous opteriez pour la faillite?

M. Greg Wilson: Nous étions sur le bord de celle-ci; nous avons dû changer notre façon de faire.

Mme Yasmin Ratansi: Peut-être ne pourrez-vous pas me répondre, mais pourriez-vous nous soumettre certaines des solutions inédites que vous avez adoptées pour remettre votre communauté sur la bonne voie?

Permettez-moi de vous donner un bref aperçu de leurs engagements financiers en cours. Leur engagement actuel au chapitre des régimes de retraite s'élève à 481 millions de dollars. Leur responsabilité associée à une faillite prévue en 2014 puis en 2015 se situait entre 6,8 milliards et 8 milliards de dollars, mais ils ne feront pas faillite. Personne ne dit que Postes Canada va fermer ses portes. Qu'il nous soit donc permis de nous attarder à la question de la stabilité financière d'une entreprise viable.

Certaines personnes nous ont dit que la direction croyait moins en l'entreprise que n'y croyaient les travailleurs. Aimerez-vous travailler dans un milieu où vos employés ont plus confiance que vous, à titre de maire, en votre organisation ou en votre communauté? Comment cela est-il viable?

M. Greg Wilson: Vous me perdez. Je ne parviens pas à vous suivre.

Mme Yasmin Ratansi: J'essaie de dire que si vous avez confiance en votre communauté, vous la développerez. Si vous n'aviez pas eu confiance en votre communauté, mais que vos travailleurs y avaient cru, comment auriez-vous pu la remettre sur la bonne voie avec une dette de 21 millions de dollars? Vous n'y seriez pas arrivé. Vous avez besoin de leadership et d'un leadership qui croit en sa communauté. Est-ce exact? Oui, je pense donc que la question plus importante est la suivante: le leadership actuel croit-il en la société et est-il en mesure d'aller de l'avant?

Le groupe de travail a un mandat très limité et le groupe de travail a examiné leurs états financiers. Ces états financiers sont publics. Je les ferai parvenir à tous ceux qui souhaitent les consulter. Ils permettent d'obtenir un point de vue très intéressant dans le cadre d'une réflexion stratégique. Il faut alors faire preuve de créativité, ce que vous avez fait, pour remettre vos communautés sur la bonne voie. Vous avez assuré la bonne santé de vos communautés. Comment pouvons-nous permettre à Postes Canada de recouvrer la santé?

M. Sandy Middleton: Peut-être que ce n'est pas quelque chose que vous voulez entendre, mais dans nos communautés... je pense que M. Wilson y a déjà fait référence. Il doit avoir un deuxième emploi parce que, à titre de cadre, nous ne gagnons que très peu d'argent. Je ne sais pas si tel est...

Mme Yasmin Ratansi: Donc, vous ne touchez pas les 650 millions de dollars qui ont été versés à la direction de Postes Canada?

M. Sandy Middleton: Pas tout à fait. Je sais que ce n'est pas notre cas, et je suis pratiquement sûr que ce n'est pas le cas à Dryden.

Nos travailleurs sont mieux payés que nous le sommes, ce que nous savons d'entrée de jeu. Cela permet-il d'inciter de bonnes personnes à venir travailler dans les municipalités? Je crois que c'est le cas, parce que ces personnes sont là parce qu'elles veulent améliorer la situation de leur municipalité. Je suis conscient du fait que dans une société, il se pourrait que l'on soit confronté à une gamme complètement différente de paramètres, mais à un certain point...

Je me rappelle avoir déjà discuté avec mon beau-frère, auquel j'ai déjà fait référence, et lorsqu'il lui arrivait de terminer son circuit de livraison du courrier à midi — et il marchait; il était d'ailleurs légèrement en meilleure forme que je ne le suis — il pouvait ensuite prendre un autre circuit de livraison pour faire des heures supplémentaires. Il me semblait qu'il s'agissait là d'une façon originale d'envisager la situation: il travaillait huit heures par jour mais quatre de ces heures étaient payées en temps normal et quatre étaient payées en temps supplémentaire de sorte qu'en fait, il était rémunéré pour 12 heures de travail. Je ne suis pas certain si cela équivalait à du temps majoré de moitié ou à du temps supplémentaire majoré de 100 %, mais c'était très intéressant pour lui.

Mme Yasmin Ratansi: Puis-je faire des observations finales? Non.

Le président: Nous avons tous largement dépassé notre temps.

Mme Yasmin Ratansi: Merci beaucoup. Vous m'avez donné une solution inédite.

Le président: Permettez-moi cependant de dire, à tout hasard, que si vous, monsieur Middleton, monsieur le maire Wilson ou le chef Bull disposez d'autres éléments d'information qui, selon vous, pourraient être utiles au comité dans ses délibérations, je vous invite à les faire parvenir directement à notre commis. Nous intégrerons cette information dans le cadre de la rédaction de notre rapport final.

Je vous remercie énormément d'avoir pris, malgré le fait que vous soyez déjà très occupés, le temps de vous joindre à nous aujourd'hui. Vos présentations ont été excellentes et vos réflexions l'ont été tout autant.

Nous allons suspendre les travaux pendant quelques minutes afin de nous préparer à accueillir le groupe suivant.

• (1550)

_____ (Pause) _____

• (1600)

Le président: Chers collègues, veuillez reprendre vos places. Merci beaucoup.

Monsieur Pareis, comme vous avez écouté les délibérations, vous savez comment nous fonctionnons. Monsieur Parkes, peut-être que vous ne le savez pas. Alors, je me permets de répéter que nous allons vous demander, à tous les deux, de nous faire une brève déclaration d'ouverture. Je vous invite à nous faire part de la façon dont vous envisagez l'avenir de Postes Canada ou de nous offrir le point de vue de votre organisation sur cette question. Après vos commentaires d'ouverture, nous prendrons une série de questions de l'ensemble des membres de notre comité. Durant ce processus de questions et réponses, j'espère que nous parviendrons à dégager des éléments d'information que vous n'avez peut-être pas eu l'occasion de nous soumettre en ouverture.

Monsieur Parkes, voulez-vous commencer?

M. Garry Parkes (président, Vermilion Bay, Happy Go Lucky Seniors Club): Oui, je le peux. Je vous présente mes excuses de ne pas être préparé, si ce n'est le fait que vous allez pouvoir m'entendre.

Je viens d'une petite communauté. Notre population et notre municipalité regroupent environ 1 000 personnes. Avec la perte des entreprises, notre municipalité est en quelque sorte en voie de se transformer en une maison de retraite pour personnes âgées; l'effet serait dévastateur si notre petite communauté devait en plus perdre son bureau de poste. Je pense que cela serait nocif pour notre économie. Nous avons récemment perdu notre coopérative de crédit, ce qui ne facilite pas les choses. Telle est en fait un peu la situation.

En ce qui concerne les services que nous obtenons de Postes Canada, je n'ai pas la moindre plainte à formuler. Je pense qu'il est formidable, pour une petite communauté comme la nôtre, de pouvoir compter sur un petit bureau de poste, et j'aimerais qu'il y demeure. Manifestement, si vous deviez décider d'en fermer les portes, j'ai probablement obtenu votre nom et votre numéro de sorte que...

• (1605)

Le président: Merci d'avoir été bref.

La parole est à vous, monsieur Pareis.

M. Brad Pareis (membre, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, À titre personnel): Je serai certainement plus long. J'ai ici une déclaration que je vais lire.

Mon nom est Brad Pareis. Je suis postier chez Postes Canada et membre de l'exécutif de mon syndicat local, le Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes. En plus de 22 ans de service à

Postes Canada, j'ai travaillé dans cinq provinces, neuf villes, et de nombreux entrepôts.

J'aimerais aujourd'hui aborder brièvement le document de travail intitulé *Postes Canada à l'ère numérique*. Il semble que le modèle de cette étude repose surtout sur l'idée de réduire pour économiser, plutôt que d'ajouter pour faire du profit. Je crois que le public n'a pas besoin d'un service qui imite FedEx, UPS ou DHL, mais plutôt d'un bureau de poste ayant une mission plus vaste. Ce qu'offre un tel bureau de poste, ce sont des produits dont les plus petites communautés à travers le Canada ont un besoin urgent: des emplois et des services.

Les emplois bien payés avec des régimes de retraite permettent de reverser de l'argent aux petites communautés durant les années actives de l'employé, et après sa retraite. En effet, la classe moyenne repose sur de tels emplois. Les services contribuent à retenir les gens dans ces petites communautés, et les renforcent, réduisant l'exode et augmentant la qualité de vie. Pour atteindre ces objectifs, Postes Canada doit être pensé différemment que ce qui a été fait récemment — en tant que véritable service public mettant au premier plan les intérêts du peuple canadien.

L'équipe de travail a relevé certaines possibilités qu'elle n'a pas quantifiées, et certaines d'entre elles méritent d'être étudiées plus en détail, en commençant avec la gouvernance de Postes Canada.

C'est une société d'État dont le mandat est d'offrir des services postaux publics abordables et universels, mais c'est aussi une compagnie avec à sa tête un directeur général issu du secteur privé et 22 vice-présidents dans une structure lourdement hiérarchique, qui cherche à réduire la taille et la rémunération de ses employés ainsi que ses services au public. Elle ressemble au monstre de Frankenstein.

Le service postal est géré de facto comme une entreprise axée sur le profit, et les emplois comme les services en sont négativement touchés. Une restructuration radicale de la haute direction de la société pourrait générer des économies de plusieurs millions de dollars et une nouvelle approche de la prestation de services.

Inversement, les coûts de la main-d'oeuvre sont cohérents avec un service public qui reverse de l'argent dans l'économie canadienne et non à des intérêts étrangers de type FedEx, DHL, etc. Le supposé déficit des régimes de retraite n'est qu'un leurre créant une panique infondée chez une partie mal informée du public. M. Wilson en serait un exemple. Le test n'est pas un indicateur de la santé du régime comme le sont les surplus apparaissant à la colonne de continuité d'exploitation du régime. La viabilité à long terme du régime de retraite serait renforcée si on évitait de réduire significativement les effectifs de Postes Canada. Si on tient compte des mesures d'efficacité trouvées — il y en a davantage plus bas — cela signifie plus d'emplois à Postes Canada, dans des postes qui ne sont pas liés à la collecte ou à la livraison, comme le service bancaire postal.

Dans le rapport commandé par Postes Canada elle-même, le service bancaire postal était perçu comme n'offrant que des avantages, mais ce même rapport a par la suite été enterré. Beaucoup d'autres administrations des postes sont en mesure de miser sur des activités fructueuses de services bancaires postaux pour interfinancer leurs services de livraison et leur permettre d'offrir un service universel.

Ces activités répondent certainement à un besoin social, particulièrement dans les régions éloignées du Nord et dans les petites communautés que les grandes banques ont abandonnées ou n'ont jamais desservies. Une saine compétition dans le secteur bancaire permettrait aussi de réduire les frais d'utilisation pour les Canadiens, et une banque postale offrirait certainement des copies de relevé gratuitement.

Le service bancaire postal correspond à l'idée que Postes Canada devienne un point central de la communauté, comme d'ailleurs d'autres idées telles que la récupération interne de travail ou la prestation harmonisée de services par des véhicules électriques ou hybrides sur mesure conçus pour les conditions canadiennes. Des bornes de recharge aux bureaux de poste seraient à la disposition de ces véhicules et de ceux du public. Un bureau de poste ayant de plus longues heures d'ouverture et ouvert les samedis n'a plus besoin de l'appui d'un comptoir postal et n'a donc plus besoin d'heures de réserve pour se préparer et de transfert de dépôts entre les bureaux. L'efficacité s'atteint grâce à la centralisation et au fait d'avoir toutes les fonctions sous un seul toit.

Pour une véritable efficacité de livraison, il faudrait embrasser l'idée d'un courrier de la poste par véhicule motorisé, c'est-à-dire qu'un agent des postes motorisé devrait s'occuper de toutes les tâches de collecte et de livraison locale, y compris la livraison de tous les colis, articles, lettres, dépliants et la collecte des boîtes postales de la rue. Pour ce type de service, le modèle de livraison resterait le même, ce que préfère la vaste majorité du public.

Des investissements suffisants dans la motorisation de tous les employés de livraison ouvriraient de nouvelles possibilités dans la prestation de service. Le rapport mentionne la livraison de marijuana légale. Cela s'ajouterait au projet pilote de la Régie des alcools de l'Ontario de livrer de l'alcool aux résidents de l'Ontario, mais pas nécessairement dans les réserves sèches. Ce service pourrait être adopté par d'autres provinces et territoires et pourrait être complété par des services comme une livraison au dernier kilomètre de produits d'autres compagnies et des ramassages sur demande par des agents de livraison dans certaines zones géographiques définies.

• (1610)

La marque distinctive de Postes Canada pourrait devenir ce fait de saisir les occasions de service et de créer plus d'emplois à l'ère numérique, là où la prestation physique de services représente encore une nécessité rentable.

Merci de votre attention.

Le président : Merci.

Je dois faire ce que j'imagine être un commentaire un peu hors sujet ici: je vous félicite.

Comme mon travail nécessite souvent que je prenne la parole — et c'est le cas de beaucoup d'entre nous autour de cette table — parfois, quand ils nous disent qu'on doit prendre la parole devant une organisation et que nous avons 5 minutes ou 10 minutes pour parler, nous préparons un discours et dépassons de deux ou trois minutes. En tant que vieux maître de discours issu du programme du club de prestation des maîtres de discours, je dois vous dire que votre prestation était de 4 minutes et 59 secondes. Voilà un excellent travail, monsieur.

Quoi qu'il en soit, passons maintenant à la période de questions de la rencontre.

Nous commencerons avec Mme Ratansi. Vous avez sept minutes.

Mme Yasmin Ratansi : Merci à tous les deux d'être ici.

Monsieur Parkes, vous venez d'une petite communauté d'environ mille personnes, selon vous, et c'est un village de retraités.

M. Garry Parkes : Oui, c'est une petite communauté, mais elle est divisée en trois lieux différents. Il y a Minnitaki, Eagle River, et Vermilion Bay. Ne me demandez pas comment c'est apparu, mais voilà la situation.

C'est très étendu. Il y a quelques aires agricoles. Nous sommes directement sur le magnifique lac Eagle. Il y a 17 ou 18 chalets là-bas. Il y a des années, avant que je m'installe là, je pense que c'était assez actif dans l'industrie du bois, etc. C'était une communauté assez vivante. À mesure que le temps a passé, nous avons perdu quelques-uns des éléments nécessaires pour garder notre communauté unie.

Mme Yasmin Ratansi : La population est-elle généralement composée de personnes âgées? Vous avez dit que c'était un village de retraités.

M. Garry Parkes : Nous avons quelques résidences pour personnes âgées à Eagle River comme à Vermilion Bay. Je suis aussi le président de ma résidence là-bas. Nous essayons d'obtenir un peu d'argent du gouvernement pour en construire une autre. C'est une tâche difficile.

Mme Yasmin Ratansi : Est-ce que leur courrier est livré à domicile, ou est-ce qu'ils doivent aller aux boîtes postales communautaires?

M. Garry Parkes : Ils doivent aller au bureau de poste.

Mme Yasmin Ratansi : Vous n'avez pas la livraison à domicile.

M. Garry Parkes : Exact.

Mme Yasmin Ratansi : Alors, les changements que Postes Canada recommande ne vous touchent pas vraiment pour ce qui est de la livraison à domicile.

M. Garry Parkes : Exact.

Mme Yasmin Ratansi : Quant aux autres changements, nous allons travailler là-dessus.

Selon vous, y a-t-il des services dont la communauté pourrait profiter, des services supplémentaires que Postes Canada ou le bureau de poste pourraient offrir?

M. Garry Parkes : Vous savez, nous n'avons pas reçu de plaintes sur les services que nous avons.

La plus grande préoccupation, et elle est présente depuis les dernières années, depuis qu'ils ont commencé à installer les boîtes dans d'autres communautés, c'est qu'on puisse perdre le bureau de poste. C'est la grande préoccupation.

Mme Yasmin Ratansi : Je vois.

Monsieur Pareis, on parle de combien d'emplois dans la communauté que vous desservez comme facteur?

M. Brad Pareis : Pour ce qui est des emplois de livraison directe, il y a six facteurs, dont un qui est à temps partiel.

Nous donnons aussi du travail à contrat. Il y a quelqu'un qui fait la livraison de colis et qui livre les sacs de courrier sur la rue. Il y a une possibilité d'amener ce travail au bureau de poste.

Mme Yasmin Ratansi : Quelle est la population?

M. Brad Pareis : Oh, mon Dieu, 8 000 pour la ville.

Mme Yasmin Ratansi : La charte de Postes Canada dit qu'elle doit être viable et offrir des services fiables. Lorsqu'on parle de viabilité financière — vous avez sûrement entendu les discussions précédentes — il y a plusieurs moyens de s'y prendre, d'un point de vue comptable.

Comment vous y prendriez-vous? Vous avez parlé de quelques services supplémentaires que Postes Canada pourrait fournir qui la rendrait plus viable. Nous avons entendu dire que la direction ne sortait pas des sentiers battus. Donnez-nous quelques idées qui sortent des sentiers battus, comme le projet Vers des collectivités durables ou les choses dont vous avez parlé.

• (1615)

M. Brad Pareis : Avant tout, je mettrais en doute le fait que la viabilité financière de Postes Canada est aussi à risque que ce que la direction aimerait nous faire croire. Les projections sont fondées sur des pertes qu'ils prétendent avoir.

Si on regarde la dernière décennie, on voit que Postes Canada a rapporté environ 1 milliard de dollars au gouvernement en taxes et en dividendes et autres. Je ne pense pas que nous sommes aussi en danger de devenir non viables financièrement qu'on le prétend.

Toutefois, je pense que nous pourrions faire beaucoup plus quant à ce qu'on livre. J'ai mentionné quelques-unes de ces choses: de la marijuana légalisée, de l'alcool. Il y a non seulement cela, il y a la livraison sur le dernier tronçon des produits des concurrents, que nous faisons déjà. Nous pourrions faire toutes sortes d'ententes différentes avec ces concurrents parce qu'ils ne veulent pas livrer dans les régions rurales.

Mme Yasmin Ratansi : Alors UPS ou FedEx viendraient et vous laisseraient leurs boîtes?

M. Brad Pareis : C'est déjà ainsi localement. Nous avons des paquets de Purolator déposés à notre porte arrière, dont nous terminons la livraison. Dans nos circuits postaux, nous avons des paquets de DHL et des paquets d'autres entreprises de messagerie.

Mme Yasmin Ratansi : Vous dites qu'étant donné que vous avez déjà l'infrastructure, vous auriez l'avantage compétitif, et vous voulez vous baser là-dessus.

M. Brad Pareis : Absolument.

Mme Yasmin Ratansi : Combien de temps est-ce que j'ai?

Le président : Vous avez trois minutes.

Mme Yasmin Ratansi : Pour ce qui est du service bancaire postal, on a entendu ce thème tout le long. Oui, vous avez l'infrastructure en place, mais quels sont certains des défis auxquels vous pourriez faire face si vous faisiez une banque postale? Avez-vous les moyens et le capital, et où iriez-vous chercher le capital et les ressources humaines?

M. Brad Pareis : Nous avons un certain nombre de commis au guichet hautement qualifiés, comme Mme Mary Aitken, qui s'est déjà exprimée devant le groupe. Les ressources humaines, des gens qui sont formés pour remplir un grand nombre de tâches, sont déjà en place.

Pour ce qui est de la méthode précise de financement, ce n'est pas mon rôle ni mon domaine.

Mme Yasmin Ratansi : D'accord. Pas de problème. Trouver le capital serait probablement un défi.

Connaissez-vous la proposition au gouvernement de 2009, le rapport de Postes Canada sur le service bancaire postal et sa viabilité?

M. Brad Pareis : Je le connais en général. Pour ce qui est des détails, encore une fois, je ne suis pas un expert. Nous avons bel et bien le plus grand réseau de distribution au pays; nous sommes présents dans chaque petite communauté, à l'exception de ces petites communautés desquelles nous avons été retirés avant le moratoire sur la fermeture des bureaux de poste ruraux.

Un des défis immédiats que je vois serait qu'il nous faudrait des installations sécuritaires dans ces petites communautés. Cela a déjà été un problème par le passé. En matière de logistique et d'exemples en provenance d'autour du monde, je pense qu'il y a de nombreux exemples de réussite possible.

Mme Yasmin Ratansi : D'accord. Une société pourrait chercher des moyens créatifs... en s'inspirant d'exemples ou de tactiques qui se font ailleurs dans le monde.

Le président : Merci beaucoup.

Ça passe vite trois minutes, n'est-ce pas madame Ratansi?

Nous allons maintenant donner la parole à M. McCauley pendant sept minutes, s'il vous plaît.

M. Kelly McCauley : Le temps passe toujours vite quand on s'amuse.

Merci de vous joindre à nous.

Monsieur Pareis, merci de vos commentaires. Je comprends que vous n'êtes pas un expert et qu'il est difficile de répondre à toutes les questions; si vous n'avez pas la réponse à une question, n'hésitez donc pas à le dire et nous passerons à la prochaine.

Au sujet des services bancaires postaux, je ne m'attends pas à ce que vous ayez une feuille de calcul qui présente de quelle façon vous allez réaliser des profits. Toutefois, il semble que vous avez bien lu le rapport du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Avez-vous des commentaires à propos des services fournis? Il y a eu des discussions au sujet des hypothèques ou de faire ceci ou cela; nous savons que ces solutions ne sont pas vraiment réalisables. Évidemment, l'objectif est d'être rentable. Avez-vous donné des commentaires au sujet des services qui pourraient être fournis?

M. Brad Pareis : Je crois que nous allons commencer par les services de base. Des gens ont mentionné certains points, comme l'encaissement des chèques; certaines personnes sont victimes des sociétés de prêt sur salaire prédatrices.

M. Kelly McCauley : C'est quelque chose que nous avons entendu de plusieurs organisations, l'idée que l'on pourrait faire des milliards avec les services bancaires postaux, mais attendez, vous ne pouvez pas faire des milliards, pas de cette façon.

La majorité de ces sociétés de prêt sur salaire sont regroupées en grappes par les banques, alors que la majorité des possibilités que nous pourrions tirer des services bancaires postaux se trouvent dans les régions rurales. Je ne crois pas que de nombreuses personnes sont victimes des sociétés de prêt sur salaire prédatrices dans une région rurale inconnue.

Voyez-vous d'autres possibilités? Je tiens à rappeler que c'est un processus d'envergure; donc, si vous n'avez pas l'argent, je ne veux pas avoir à vous harceler et vous demander d'où va provenir l'argent. Nous aurons d'autres occasions de nous pencher davantage sur cette question.

Dans vos échanges avec vos collègues, avez-vous proposé des idées au sujet d'autres points?

• (1620)

M. Brad Pareis: Certainement. Vers la fin des années 1960, vous pouviez vous présenter dans de nombreux comptoirs de Postes Canada et ouvrir un compte d'épargne. Par le passé, nous avons fourni des services bancaires de base. Je crois que ces services présentent un potentiel de croissance. Si le gouvernement du Canada tient à ne plus fournir des chèques papier, comme il menace de le faire depuis très longtemps...

M. Kelly McCauley: Je crois que dans la plus récente déclaration de revenus, on indiquait que c'était la dernière fois.

M. Brad Pareis: Je sais qu'il le répète sans cesse. Je crois que lorsque vous recevez un grand nombre de plaintes sur les droits de la personne, il refuse de ne plus fournir de chèques. Dans certaines situations, les gens peuvent avoir besoin d'un moyen électronique de déposer leur argent de façon sécuritaire. Si vous êtes dans une communauté éloignée, le bureau de poste va être en mesure de fournir ce service. Vous obtenez de l'argent du gouvernement fédéral et vous allez devoir faire appel aux institutions du gouvernement fédéral pour gérer ça.

M. Kelly McCauley: On entend beaucoup dire qu'il s'agit de la « dernière ligne droite ». Vous avez terminé en disant que Purolator livre à votre porte, mais il ne faut pas oublier que Purolator fait tout de même partie de la même famille, pour ainsi dire. Vous ne ferez pas plus d'argent en les facturant. Faites-vous la même chose pour FedEx ou UPS?

M. Brad Pareis: Les articles expédiés par FedEx, DHL et UPS passent par notre circuit postal. Ils sont introduits dans notre circuit postal. DHL Global Mail en est un exemple. Au fond, ce sont des enveloppes qui portent leur logo, mais les frais d'affranchissement sont en réalité apposés sur celles-ci puis elles sont envoyées.

M. Kelly McCauley: C'est comme ça que j'ai reçu l'enveloppe par Postes Canada, ce qui veut dire que vous procédez déjà ainsi et que vous en tirez des profits.

M. Brad Pareis: Nous procédons déjà ainsi, mais il y a certainement des possibilités d'expansion.

En ce moment, FedEx fait la route de Winnipeg à Dryden pour livrer des produits de FedEx. Comment est-ce que ça peut être viable financièrement? On parle d'un trajet de quatre heures.

M. Kelly McCauley: Je ne sais également pas comment ils font. C'est une logistique incroyable. Je voulais simplement avoir une idée des possibilités. J'ai entendu des idées au sujet de Purolator, et vous êtes déjà Purolator.

M. Brad Pareis: Je vous suggère d'enregistrer des pertes avec ce service et eux devraient signer une entente avec nous.

M. Kelly McCauley: Oui, merci.

Je comprends qu'il y a un problème de solvabilité avec le régime de retraite. Postes Canada ne va pas mettre la clé dans la porte demain matin; il n'y a donc aucune raison de s'inquiéter de ces 8 milliards. Toutefois, l'un des problèmes soulevés est que FedEx, UPS et les autres entreprises doivent suivre certaines règles; il est donc injuste pour ces entreprises privées que Purolator n'ait pas à fonctionner de la même manière. Si Purolator n'est pas tenue de suivre ces règles, pourquoi obligeons-nous l'industrie privée à le faire?

Je constate que le régime de retraite actuel est en situation de surplus, mais c'est drôle puisque c'est presque comme un ruban de Möbius. Le régime de retraite actuel est en surplus uniquement parce que Postes Canada y a placé environ 2,5 milliards de dollars en

valeur actualisée en raison de cette charge future. Nous devons tous passer par-dessus cette idée d'insolvabilité de 8 milliards, qui n'est pas très concrète. Cela dit, il n'y a pas réellement de surplus pour le moment. Le surplus existe parce que Postes Canada a placé 2,5 milliards de dollars en valeur actualisée pour ces obligations; le surplus actuel n'existe pas non plus en réalité. Si vous ne pouvez pas avoir l'un, vous ne pouvez pas avoir l'autre.

M. Brad Pareis: Un point sur lequel nous devons nous pencher est la décision selon laquelle l'ancien gouvernement fédéral a jugé qu'il serait bon d'accorder des suspensions des cotisations à Postes Canada.

M. Kelly McCauley: Oui, c'était pour la solvabilité du régime de retraite...

M. Brad Pareis: Oui.

M. Kelly McCauley: ... pas pour le régime actuel.

M. Brad Pareis: Non, pas pour le régime actuel.

À vrai dire, l'idée avait été lancée de fusionner notre régime de retraite avec celui de la fonction publique. Je ne sais pas d'où vous tirez cette information. Je ne vois pas de déraillement imminent ici, je ne vois rien qui va s'effondrer.

M. Kelly McCauley: Non, mais vous comprenez ce que je veux dire. La solvabilité est là, mais votre excédent existe parce que Postes Canada a injecté plus d'argent pour régler cette question de solvabilité; donc, le surplus courant dans le fonds de pension n'existe pas vraiment.

• (1625)

M. Brad Pareis: Soit, alors nous appellerons cela un lavage.

M. Kelly McCauley: Je ne m'attends pas à ce que vous fassiez un chèque ou quoi que ce soit d'autre pour cet argent; je veux seulement que vous sachiez.

M. Brad Pareis: Oui, inutile d'attendre.

M. Kelly McCauley: Dans quelle région vivez-vous?

Le président: S'il vous plaît, répondez rapidement. Où vivez-vous?

M. Brad Pareis: J'ai longtemps vécu dans des régions rurales. Je connais bien les problèmes des régions rurales parce que, une boîte postale communautaire, c'est ce que j'avais. C'est comme cela que je recevais mon courrier. Nous avons déménagé en ville récemment et j'habite actuellement sur mon propre itinéraire de livraison du courrier.

M. Kelly McCauley: Faites-vous la livraison en ville?

M. Brad Pareis: Oui.

M. Kelly McCauley: D'accord. Je vais me contenter de répéter l'une des choses que j'ai dites plus tôt: nous devons nous pencher sur un problème rural et sur un problème urbain.

Merci beaucoup

Le président: Merci.

Monsieur Weir est le suivant.

M. Erin Weir: Pour commencer, je veux faire le point sur la situation du régime de pension qui sera légèrement différent de celui de M. McCauley.

Il est bien possible que des considérations de solvabilité aient incité Postes Canada à contribuer de l'argent au régime de retraite et à créer cet excédent sur une base de continuité d'exploitation. Maintenant que c'est chose faite, cependant, l'argent est là et il y a réellement un excédent sur une base de continuité. Je crois que, comme l'a dit M. Pareis, la société est en bien meilleure situation financière que ses dirigeants se plaisent parfois à le dire.

Je veux revenir à la question des activités bancaires postales. J'ai été frappé, monsieur Parkes, par le fait que vous avez dit que votre localité avait perdu sa caisse et ne voulait pas perdre son bureau de poste. Étant donné que votre localité a encore son bureau de poste, est-ce que cette idée d'activités bancaires postales présente de l'intérêt à vos yeux? Est-ce que ce serait une bonne chose si les résidents de votre localité avaient accès à certains services bancaires par l'intermédiaire de leur bureau de poste?

M. Garry Parkes: Cela changerait certainement beaucoup de choses.

Il se trouve que la caisse a déménagé et que l'immeuble qu'elle a quitté serait idéal pour abriter ces services; alors, quand commencez-vous?

C'est une idée formidable parce que, pour les personnes âgées, ce serait un endroit pour faire toutes leurs courses plutôt que de devoir prendre la voiture pour se rendre dans une plus grande agglomération. On doit maintenant se rendre à Dryden. Malheureusement, de la manière dont les choses sont actuellement organisées, les commerçants et autres résidents doivent tous s'y rendre pour leurs activités bancaires.

J'entends assez souvent les personnes âgées s'exprimer à ce sujet. Nous avons une rencontre chaque mois. Certains ne manquent jamais l'occasion de me demander quand quelque chose changera enfin. On continue de souhaiter et d'espérer. Un de nos gros soucis également est, qui que ce soit qui a fermé cette école... Nous y avons actuellement environ 80 personnes et c'est un atout vis-à-vis des gens qui souhaiteraient s'installer dans un endroit comme le nôtre, un endroit propice pour la pêche, la chasse, etc. Beaucoup de gens viennent aujourd'hui du Manitoba, mais ils ne veulent pas rester parce qu'il n'y a pas sur place de services bancaires. Si jamais nous perdons l'école, cela aurait un effet dévastateur sur notre localité.

Toutefois, je crois que des services bancaires postaux seraient une idée formidable si cela pouvait s'organiser.

M. Erin Weir: Je vous remercie.

Monsieur Pareis, j'allais vous demander de poursuivre votre commentaire au sujet de l'importance de la livraison du courrier porte-à-porte. Nous avons un nouveau gouvernement fédéral qui a promis de restaurer la livraison de courrier à domicile. Il semble maintenant qu'on s'apprête à revoir le plan à ce sujet. Pourriez-vous nous en parler?

M. Brad Pareis: Dans mes commentaires à cette assemblée, j'ai dit que je croyais que nous devrions aller de l'avant avec ce que, il y a longtemps, à Postes Canada, on appelait les livreurs de la PVM — la poste par véhicules motorisés. C'étaient des facteurs motorisés. Ce service combinait les fonctions des gens qui livraient les colis et les sacs de courrier et celles des facteurs.

Ces livreurs munis d'un véhicule étaient responsables de la livraison des colis surdimensionnés, des colis qui sont dans les normes pour la livraison par facteur, des envois de messageries, des lettres, des circulaires, en plus de faire la levée des boîtes aux lettres publiques. Nous avons reconnu qu'il aurait été très sage, à cette lointaine époque, si on avait renouvelé le parc de véhicules plutôt

que d'investir dans des machines de tri perfectionnées de lettres qui cesseraient d'être expédiées.

Postes Canada doit vraiment songer à se doter d'un parc de véhicules modernes. Cela permettrait aux livreurs de fournir tous ces services et de faire des ramassages sur demande. C'est là une autre chose qu'ils doivent sérieusement songer à faire parce que les messageries le font. Si tous les livreurs étaient motorisés, assureraient toutes ces fonctions, et qu'ils relevaient tous d'un même centre, surtout dans les petites localités, alors on verrait des économies d'échelle, on enrichirait la gamme des activités. Je crois que c'est le genre de chose que vous recherchez. Ces livreurs pourraient également assurer la livraison porte-à-porte en effectuant des boucles et des arrêts.

• (1630)

M. Erin Weir: À vous entendre, cela semble être vraiment une excellente idée. Je me demande si vous savez pourquoi Postes Canada ne s'est pas orientée dans cette direction. Était-ce seulement parce que le prix d'acquisition en bloc des nouveaux véhicules paraissait prohibitif? Pourquoi en fait ne pas avoir pris cette direction?

M. Brad Pareis: Je crois que c'est la vraie raison, le coût prohibitif d'un tel parc. Tout parc de véhicules coûte très cher à entretenir. Et on doit le rajeunir constamment.

Toutefois, si on avait pris soin d'acheter ces véhicules d'un fournisseur local, et qu'on avait fait équipe avec un fabricant comme GM ou Ford pour que ceux-ci soient produits au Canada, s'il s'agissait de véhicules hybrides modernes, nous bénéficierions de toutes sortes d'avantages en termes de capital, de main-d'oeuvre et de bon service pour la population.

M. Erin Weir: Il existe de nombreuses possibilités de développement économique et d'amélioration environnementale aussi.

Nous avons parlé des activités bancaires postales et c'est certainement une question que vous avez soulevée. Auriez-vous quelque chose à ajouter sur comment, à votre avis, cela donnerait à Postes Canada la possibilité de mieux utiliser l'infrastructure existante?

M. Brad Pareis: J'ai déjà dit à quel point notre réseau est vaste. J'ai aussi dit comment, si nous rapatrions tout sous un même toit, puis que nous élargissons la palette de services que nous offrons à partir de cet endroit, nous pourrions faire des économies d'échelle. Je crois que c'est, comme tout le monde l'a dit, ce dont nous avons besoin, des économies d'échelle.

Les services bancaires postaux ne sont qu'une des nombreuses choses que Postes Canada peut offrir. Ce que j'observe d'une manière générale, c'est qu'au lieu de sous-traiter constamment, c'est ce que l'on voit se faire... Même en affaires, vous ne prenez pas de l'expansion, vous sous-traitez. Vous perdez également des parts de marché. Je crois que Postes Canada devrait se lancer dans les services bancaires postaux comme partie intégrante d'une gamme de choses qu'elle fait pour accroître sa part de marché dans toutes sortes de domaines différents.

M. Erin Weir: Je pense que c'est vraiment là un point clé. Dans le débat précédent, monsieur le maire Wilson a exprimé l'avis que l'exploitation de Postes Canada pouvait être coûteuse, mais qu'une grande partie de ses frais généraux étaient déjà amortis. Donc, plus vous pourriez assurer de services et retirer de recettes de ces installations, mieux cela ira.

M. Brad Pareis: Il est certain que tout réside dans la manière dont vous utilisez vos avoirs. Avec cet investissement dans un parc de véhicules, nous pourrions faire toutes ces choses depuis un même endroit.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Whelan, vous avez sept minutes.

M. Nick Whalen: Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous les deux d'être venus. M. Weir et moi-même avons tendance à aller dans un sens comme dans l'autre au sujet de ce qui avait ou n'avait pas été promis à la dernière élection, mais puisque nous avons tous les deux été élus ici, nos électeurs et électrices ont compris ce que nous voulions dire.

Je veux que vous sachiez que c'est un exercice légitime. Nous ne préjugeons pas du résultat. Nous sommes ici pour écouter non seulement ce que le groupe de travail propose, mais également ce que nos concitoyens canadiens proposent. Cela n'aboutira pas nécessairement à la restauration de la livraison porte-à-porte dans les endroits qui l'ont perdue. Rien n'est nécessairement inclus. Nous sommes ici pour écouter honnêtement les Canadiens et retourner d'où nous sommes venus avec des recommandations.

Lorsque nous examinons le rapport du groupe de travail, nous voyons qu'il existe un souci financier légitime. On ne peut nier que le volume de courrier est en forte baisse et que les recettes des colis ne sont pas suffisantes pour compenser cela. Si vous regardez ce que la direction a fait ces dernières années, et si vous vous penchez sur les rapports annuels, vous voyez que la société a épargné annuellement 350 millions de dollars grâce aux transformations déjà entreprises. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles leur bilan n'a pas été aussi mauvais qu'on s'y attendait. Ils se sont penchés sur la situation, mais cela est difficile.

Monsieur Pareis, vous avez travaillé pendant longtemps pour les services postaux. Vous avez travaillé au tri et à divers autres aspects des opérations. Je me demandais si vous pourriez nous éclairer, dans une certaine mesure, sur la question de savoir s'il était possible de dégager des économies d'échelle additionnelles dans le système tel qu'il existe actuellement, si certains des changements ont empiré la situation et, même si des coûts ont été économisés, si des possibilités d'accroître le chiffre d'affaires à l'intérieur du système bancaire ont été perdues? D'après votre expérience, pourriez-vous nous en dire plus sur ces sujets?

M. Brad Pareis: Certainement.

Ce que le changement dans les horaires locaux de tri et de transport dans la région du nord-ouest de l'Ontario a apporté a bien été décrit ici aujourd'hui.

À Dryden, il y a fort peu de temps, on pouvait poster une lettre à 16 h 59 un jeudi après-midi et s'attendre à ce que celle-ci soit livrée dans la localité ou dans la région le lendemain. C'était possible avec le même personnel que celui que nous avons aujourd'hui. Toutefois, à cause de la nécessité de justifier la machine de tri qu'ils y ont installée, la totalité du courrier de la région est aujourd'hui acheminé par camion à Thunder Bay, où il est trié puis retourné dans la région. Si vous voulez parler de gaz à effets de serre et de gaspillage de main-d'oeuvre... Postes Canada ne cesse de se plaindre des coûts de main-d'oeuvre et elle envoie tout notre courrier à Thunder Bay. Cela dépasse l'imagination.

• (1635)

M. Nick Whalen: Je présume qu'il y avait un certain volume de courrier qui était local dans la région concernée ou dans ce qui aurait été la région de tri pour Dryden, tandis que le reste du courrier aurait

quand même dû être envoyé à l'extérieur et trié à Thunder Bay pour les destinations internationales et nationales.

M. Brad Pareis: En fait, voici ce qui est le plus drôle. Nous avons un port d'entrée aux États-Unis à Winnipeg; donc, il y avait Vancouver, Winnipeg et Toronto. Les génies à Postes Canada ont décidé de supprimer ce port d'entrée aux États-Unis si bien que si mes enfants veulent poster une lettre à leur grand-mère, puisque celle-ci vit à International Falls, la lettre doit aller à Toronto, traverser la frontière et revenir à International Falls, qui est juste au sud de la frontière par rapport à nous.

Avec cette idée de la centralisation du tri du courrier, un certain nombre d'erreurs ont fait augmenter les coûts. Pendant plusieurs années, c'était presque comme si Postes Canada cherchait à se suicider de manière à avoir un argumentaire pour la privatisation tellement c'était suspect...

M. Nick Whalen: Je veux explorer un peu la relation entre Postes Canada et Purolator. Connaissez-vous des gens qui travaillent chez Purolator? Vous avez côtoyé cette entreprise pendant de longues années.

M. Brad Pareis: Je connais un gars de la livraison locale chez Purolator qui a dû déménager à Sioux Lookout parce que leurs itinéraires ont été réduits.

M. Nick Whalen: Au sujet des salaires et des avantages sociaux offerts par Postes Canada par rapport à ceux offerts par Purolator, recevriez-vous un salaire et des avantages sociaux comparables pour un emploi similaire?

M. Brad Pareis: Si je travaillais pour Purolator, le salaire serait similaire, sinon un peu inférieur. Les avantages sociaux ne seraient pas aussi bons.

M. Nick Whalen: Comment cela pourrait-il influencer votre capacité à élever votre famille ici à Dryden?

M. Brad Pareis: Cette capacité serait quelque peu compromise.

Il faut se rappeler que pour tous les avantages sociaux de Postes Canada — par exemple, les services d'optométrie pour les lunettes — je marche quelques coins de rue, je paie un commerçant local avec les avantages sociaux de Postes Canada, et son commerce reste ouvert, et il ne quitte pas Dryden.

J'ai entendu plusieurs remarques de chefs d'entreprise de cette localité. Les régimes d'avantages sociaux des personnes qui vivent dans de petites localités assurent la rentabilité et la pérennité des petits commerces de ces localités. C'est comme cela que ça fonctionne et plus particulièrement avec une société nationale comme Postes Canada. Nos profits ne vont pas aux États-Unis ou en Allemagne; ils sont utilisés dans nos localités.

M. Nick Whalen: Lorsque vous examinez d'autres facteurs de concurrence entre les différents produits de Purolator et Postes Canada, avez-vous l'impression qu'il y a un juste équilibre ou croyez-vous qu'on devrait offrir les meilleurs services, ou que certains de nos services sont inférieurs pour nous permettre de vendre d'autres services à un tarif plus élevé? De votre point de vue de facteur, comment fonctionne tout cela?

M. Brad Pareis: Pour se démarquer, Postes Canada offrait aux entreprises un service supérieur appelé « messagerie prioritaire », qui était un service de livraison très rapide, le courrier était livré avant midi le jour de l'envoi. Vous pouviez envoyer votre courrier d'affaires à une autre entreprise le lendemain avant midi entre divers grands centres urbains, à prix élevé et sans signature.

Postes Canada a commencé à réduire progressivement ce service, et ce, même s'il ne fallait jamais livrer de courrier entre Dryden et les grands centres urbains. Cela prenait une journée pour une livraison à Winnipeg ou à Thunder Bay, mais ce n'est pas un grand centre urbain. Postes Canada a commencé à réduire ce niveau de service, et ensuite ce n'était plus nécessaire de livrer le courrier de ce service avant midi. La logique était que Postes Canada devait payer davantage les employés pour qu'ils dévient de leur itinéraire normal et que le courrier soit livré avant midi...

• (1640)

M. Nick Whalen: Qui a comblé cette lacune lorsque Postes Canada a retiré ce service?

Le président: Je crains que nous soyons obligés d'arrêter là, mais merci beaucoup pour cela.

Nous allons maintenant écouter nos deux dernières interventions de cinq minutes chacune.

M. McCauley est le prochain.

M. Kelly McCauley: Monsieur Pareis, je discutais plus tôt avec un autre travailleur des postes qui me décrivait son itinéraire. Il livre également des colis. Il m'a dit qu'il se stationne, livre le courrier, retourne dans son camion et emprunte pratiquement le même itinéraire pour la livraison des gros colis. Faites-vous la même chose? Quelque chose m'échappe lorsque vous parlez de livraison motorisée...

M. Brad Pareis: Nous n'avons pas de camion en ce moment. Nous livrons le courrier à pied. Une autre personne — qui est un entrepreneur — livre les colis surdimensionnés pour moi, il dépose mes sacs postaux dans les boîtes aux lettres publiques et les armoires de relais pour que je puisse les ramasser. Je quitte le bureau avec le courrier, j'arrive à une boîte aux lettres publique et je prends le courrier, remplis mes sacs et je continue.

M. Kelly McCauley: Est-ce que l'autre personne livre les colis?

M. Brad Pareis: Oui, l'autre personne livre les colis.

M. Kelly McCauley: Bien. Il semble qu'ils fonctionnent autrement alors.

M. Brad Pareis: C'est l'un des points que je veux souligner. Il y a une multitude de façons de livrer le courrier au Canada. Je suggère qu'on utilise ce qu'on appelle la livraison motorisée pour que tous les facteurs disposent d'un véhicule pour faire leur travail et qu'il n'y ait pas de dédoublement de tâches. Je peux livrer une lettre et un petit colis à la même adresse que Sandra, qui est un entrepreneur...

M. Kelly McCauley: Je comprends ce que vous voulez dire maintenant. Vous livrez le courrier seulement, tout comme Bill et Frank, et une personne livre les colis pour vous trois. Je voulais clarifier le tout.

Merci beaucoup.

M. Brad Pareis: Je vous en prie.

Le président: Votre collègue disposera de trois minutes.

Allez-y, monsieur Brassard.

M. John Brassard: Messieurs, je vais vous laisser le temps qu'il nous reste pour exprimer d'autres pensées dont vous aimeriez faire part au Comité. Vous disposez d'une minute et demie chacun.

Allez-y, monsieur Parkes.

M. Garry Parkes: C'est intéressant d'entendre parler du problème concernant les services bancaires. La perte de services dans une petite localité comptant surtout des aînés qui vivent de leur retraite est aussi un problème préoccupant. Ces personnes doivent payer pour se rendre dans une plus grande localité afin d'obtenir un service qui devrait leur être offert dans leur localité. Je suis toujours réticent à dire que « tout le monde survit », et je me demande si certains d'entre eux parviennent vraiment à bien se nourrir, et tout le reste, parce qu'ils doivent payer plus pour se rendre dans une plus grande localité pour obtenir des services qu'on aimerait qu'ils aient dans leur propre localité.

Je peux seulement parler du problème concernant le bureau de poste parce que ce problème me tient grandement à coeur et que je veux m'assurer qu'on ne le perde pas. Il est très important pour notre localité. Je suis certain que d'autres localités de ce pays vivent actuellement le même problème que nous. Lorsque vous rédigerez vos rapports et que vous effectuerez tout ce qu'il y a à faire, j'espère que vous garderez à l'esprit les effets dévastateurs que la fermeture du bureau de poste aura sur les petites localités si on décide de remplacer le bureau de poste par des boîtes aux lettres.

M. Brad Pareis: J'aimerais souligner encore une fois la fonction d'un bureau de poste public et ce que ces salaires — exorbitants selon certains — apportent dans nos communautés et au Canada. Il s'agit d'une institution publique. Nous pouvons la faire fonctionner pour tous les Canadiens. Elle offre en retour des emplois décentes avec des avantages sociaux décentes, ce qui peut en retour faire travailler d'autres Canadiens. C'est peut-être une situation gagnante pour tout le monde.

Merci.

Le président: Notre dernière intervention de la journée, messieurs, sera celle de M. Ayoub. Je crois qu'il fera sa présentation en français; alors, si vous ne parlez pas français, vous pouvez utiliser vos appareils de traduction.

[Français]

Monsieur Ayoub, vous avez cinq minutes.

[Traduction]

Merci, monsieur le président.

Je commencerai avec M. Pareis.

[Français]

J'aimerais comprendre un peu mieux le changement concernant les colis.

Depuis 2013, Postes Canada veut se diriger davantage vers la livraison de colis. Quelle est la situation actuelle à Dryden, où Purolator et Postes Canada offrent des services de livraison de colis? Y a-t-il eu une augmentation, ou une diminution?

•(1645)

[Traduction]

M. Brad Pareis: Il y a eu une grande augmentation du nombre de colis. Nous avons remarqué une diminution du nombre de lettres, ce qui est inévitable en raison du mode de communication que les gens privilégient, et avons noté une hausse correspondante du nombre de colis. Il s'agit maintenant d'une part importante du courrier. Les gens, particulièrement ceux des petites communautés comme celle-ci, ont moins d'options pour faire leurs achats et moins de façons d'obtenir les biens et services dont ils ont besoin. Le magasinage en ligne, suivi de la livraison de colis, est utilisé par un grand pourcentage de la population.

La livraison de colis remplace dans une certaine mesure l'ancienne domination des lettres.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Depuis que la demande pour la livraison de colis a augmenté, les syndicats manifestent une certaine ouverture par rapport aux heures d'ouverture, afin qu'on puisse offrir le service le samedi ou le dimanche, par exemple.

Est-ce que ce serait utile pour la région de Dryden?

[Traduction]

M. Brad Pareis: Je crois que ce serait extrêmement utile. Notre syndicat et nos travailleurs sont disposés à offrir des services le samedi par l'intermédiaire de nos guichets. Nous n'aurions pas de difficulté à augmenter ou à modifier les heures de livraison ou à offrir la livraison le samedi au besoin.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Merci.

J'ai une question pour vous, monsieur Parkes.

Qu'est-ce qui fait que, dans votre région, les aînés veulent se déplacer, alors que les aînés d'autres régions ne veulent pas se déplacer et veulent recevoir leur courrier à domicile? Selon vous, qu'est-ce qui fait que chez vous, cela ne vous dérange pas d'avoir à vous déplacer? Vous semblez habitués à cela.

[Traduction]

M. Garry Parkes: Je dirais que c'est par manque de commodité et en raison des coûts. Nous avons beaucoup de personnes trop âgées

pour faire quoi que ce soit du genre. Comme je l'ai dit, ce sont des problèmes de plus que nous constatons plus tard... en vieillissant, on remarque ces choses. Le fait de dire que nous en avons besoin et que nous ne voulons pas le perdre ne rend pas les choses plus faciles.

[Français]

M. Ramez Ayoub: J'aimerais revenir sur le cas des personnes à mobilité réduite. Qu'est-ce que Postes Canada fait d'autre à Dryden que la livraison à domicile dans les endroits où il n'y en a pas? Y a-t-il des situations où vous livrez le courrier d'une façon différente de ce qui se fait habituellement pour les personnes à mobilité réduite? Y a-t-il un service différent?

[Traduction]

M. Brad Pareis: Je connais un cas — je crois qu'il s'agissait de droits acquis — où une personne qu'on savait handicapée vivait dans un secteur ayant des boîtes postales communautaires. La personne qui conduisait le camion livrait à la porte de cette personne, deux fois par semaine, je crois, et il s'agissait d'un arrangement informel. Je crois que ce n'était pas vraiment permis dans les règles. J'espère que je ne causerai pas de problèmes à qui que ce soit.

[Français]

M. Ramez Ayoub: En conclusion, je veux vous remercier de vos réponses et de votre présence. Le président va vouloir vous remercier aussi.

Je suis très content d'être venu à Dryden et de voir ce qui s'y passe.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Messieurs, je vous offre la même chose qu'à tous les autres membres du groupe. Si vous avez d'autres renseignements à donner au comité, n'hésitez pas à le faire. Vous pouvez présenter vos observations à notre greffier. Vous pouvez être certains que vos suggestions et idées seront intégrées à notre rapport final.

J'aimerais vous remercier tous les deux pour votre présence. Vos présentations ont été excellentes. Monsieur Parkes, vous avez fait du bon travail. Monsieur Pareis, encore une fois, merci d'avoir été aussi bref.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>